

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2013/09310]

**24 JUIN 2013. — Loi modifiant la sixième partie
du Code judiciaire relative à l'arbitrage (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la sixième partie
du Code judiciaire relative à l'arbitrage*

Art. 2. Dans le Code judiciaire, les articles 1676 à 1723 de la sixième partie, intitulée « L'arbitrage », insérée par la loi du 4 juillet 1972 et modifiée par les lois des 27 mars 1985 et 19 mai 1998, sont abrogés.

Art. 3. Dans la même partie du même Code, il est inséré un chapitre I^{er} intitulé « Chapitre I^{er}. Dispositions générales ».

Art. 4. Dans le chapitre I^{er} inséré par l'article 3, il est inséré un article 1676 rédigé comme suit:

« Art. 1676. § 1^{er}. Toute cause de nature patrimoniale peut faire l'objet d'un arbitrage. Les causes de nature non-patrimoniale sur lesquelles il est permis de transiger peuvent aussi faire l'objet d'un arbitrage.

§ 2. Quiconque a la capacité ou le pouvoir de transiger, peut conclure une convention d'arbitrage.

§ 3. Sans préjudice des lois particulières, les personnes morales de droit public ne peuvent conclure une convention d'arbitrage que lorsque celle-ci a pour objet le règlement de différends relatifs à une convention. La convention d'arbitrage est soumise aux mêmes conditions quant à sa conclusion que la convention qui fait l'objet de l'arbitrage. En outre, les personnes morales de droit public peuvent conclure une convention d'arbitrage en toutes matières déterminées par la loi ou par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. Cet arrêté peut également fixer les conditions et les règles à respecter relatives à la conclusion de la convention.

§ 4. Les dispositions qui précèdent sont applicables sous réserve des exceptions prévues par la loi.

§ 5. Sous réserve des exceptions prévues par la loi, est nulle de plein droit toute convention d'arbitrage conclue avant la naissance d'un litige dont le tribunal du travail doit connaître en vertu des articles 578 à 583.

§ 6. Les articles 5 à 14 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé s'appliquent en matière d'arbitrage et les juges belges sont également compétents lorsque le lieu de l'arbitrage se trouve en Belgique au sens de l'article 1701, § 1^{er}, lors de l'introduction de la demande.

Tant que le lieu de l'arbitrage n'est pas fixé, les juges belges sont compétents en vue de prendre les mesures visées aux articles 1682 et 1683.

§ 7. Sauf convention contraire des parties, la sixième partie du présent Code s'applique lorsque le lieu de l'arbitrage au sens de l'article 1701, § 1^{er}, est situé en Belgique.

§ 8. Par dérogation au § 7, les dispositions des articles 1682, 1683, 1696 à 1698, 1708 et 1719 à 1722 s'appliquent quel que soit le lieu de l'arbitrage et nonobstant toute clause conventionnelle contraire. ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2013/09310]

**24 JUNI 2013. — Wet tot wijziging van het zesde deel
van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de arbitrage (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van het zesde deel
van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de arbitrage*

Art. 2. In het Gerechtelijk Wetboek worden de artikelen 1676 tot 1723 van het zesde deel met als opschrift « Arbitrage », ingevoegd bij de wet van 4 juli 1972 en gewijzigd bij de wetten van 27 maart 1985 en 19 mei 1998, opgeheven.

Art. 3. In hetzelfde deel van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk I ingevoegd, luidende « Hoofdstuk I. Algemene bepalingen ».

Art. 4. In het hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel 1676 ingevoegd, luidende :

« Art. 1676. § 1. Jeder geschil van vermogensrechtelijke aard kan het voorwerp van een arbitrage uitmaken. Niet-vermogensrechtelijke geschillen die vatbaar zijn voor dading, kunnen eveneens het voorwerp van een arbitrage uitmaken.

§ 2. Jeder die bekwaam of bevoegd is om een dading aan te gaan, kan een arbitrageovereenkomst sluiten.

§ 3. Onverminderd de bijzondere wetten, kunnen publiekrechtelijke rechtspersonen slechts een arbitrage-overeenkomst sluiten indien de overeenkomst de beslechting van geschillen over een overeenkomst tot doel heeft. De arbitrageovereenkomst valt voor haar totstandkoming onder dezelfde voorwaarden van gelding als voor de overeenkomst die het voorwerp van de arbitrage vormt. Daarenboven mogen de publiekrechtelijke rechtspersonen in alle aangelegenheden bepaald bij wet of bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit arbitrageovereenkomsten sluiten. Het besluit mag eveneens de voorwaarden en de regels die moeten in acht genomen worden voor het sluiten van de overeenkomst, bepalen.

§ 4. De voorgaande bepalingen gelden, behoudens waar de wet anders voorziet.

§ 5. Onder voorbehoud van de bij wet bepaalde uitzonderingen is van rechtswege nietig iedere arbitrage-overeenkomst gesloten voor het ontstaan van een geschil, waarvan de arbeidsrechtbank kennis moet nemen krachtens de artikelen 578 tot 583.

§ 6. De artikelen 5 tot 14 van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht zijn van toepassing op de arbitrages en de Belgische rechters zijn eveneens bevoegd wanneer de plaats van arbitrage in de zin van artikel 1701, § 1, in België ligt bij de inleiding van de vordering.

Zolang de plaats van arbitrage nog niet is bepaald, zijn de Belgische rechters bevoegd om de in de artikelen 1682 en 1683 beoogde maatregelen te nemen.

§ 7. Tenzij de partijen anders overeenkomen, is het zesde deel van dit Wetboek van toepassing wanneer de plaats van de arbitrage in de zin van artikel 1701, § 1, in België ligt.

§ 8. In afwijking van § 7 gelden de bepalingen van de artikelen 1682, 1683, 1696 tot 1698, 1708 en 1719 tot 1722 ongeacht de plaats van de arbitrage en niettegenstaande elke andersluidende overeengekomen bepaling. ».

Art. 5. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1677 rédigé comme suit :

« Art. 1677. § 1^{er}. Dans la présente partie du Code,

- 1° les mots « tribunal arbitral » désignent un arbitre unique ou plusieurs arbitres;
- 2° le mot « communication » désigne la transmission d'une pièce écrite tant entre les parties qu'entre les parties et les arbitres et entre les parties et les tiers qui organisent l'arbitrage, moyennant un moyen de communication ou d'une manière qui fournit une preuve de l'envoi.

§ 2. Lorsqu'une disposition de la présente partie, à l'exception de l'article 1710, permet aux parties de décider d'une question qui y est visée, cette liberté emporte le droit pour les parties d'autoriser un tiers à décider de cette question. ».

Art. 6. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1678 rédigé comme suit :

« Art. 1678. § 1^{er}. Sauf convention contraire des parties, la communication est remise ou envoyée au destinataire en personne, ou à son domicile, ou à sa résidence, ou à son adresse électronique ou s'il s'agit d'une personne morale, à son siège statutaire, ou à son établissement principal ou à son adresse électronique.

Si aucun de ces lieux n'a pu être trouvé après une enquête raisonnable, la communication s'effectue valablement par sa remise ou son envoi au dernier domicile connu ou à la dernière résidence connue, ou s'il s'agit d'une personne morale, au dernier siège statutaire connu ou au dernier établissement principal connu ou à la dernière adresse électronique connue.

§ 2. Sauf convention contraire des parties, les délais qui commencent à courir à l'égard du destinataire, à partir de la communication, sont calculés :

- a) lorsque la communication est effectuée par remise contre un accusé de réception daté, à partir du premier jour qui suit;
- b) lorsque la communication est effectuée par courrier électronique ou par un autre moyen de communication qui fournit une preuve de l'envoi, à partir du premier jour qui suit la date indiquée sur l'accusé de réception;
- c) lorsque la communication est effectuée par courrier recommandé avec accusé de réception, à partir du premier jour qui suit celui où le courrier a été présenté au destinataire en personne à son domicile ou à sa résidence, soit à son siège statutaire ou son établissement principal ou, le cas échéant, au dernier domicile connu ou la dernière résidence connue soit au dernier siège statutaire connu soit au dernier établissement principal connu;
- d) lorsque la communication est effectuée par courrier recommandé, à partir du troisième jour ouvrable qui suit celui où le courrier a été présenté aux services postaux, à moins que le destinataire apporte la preuve contraire.

§ 3. La communication est présumée être effectuée au destinataire le jour de l'accusé de réception.

§ 4. Le présent article ne s'applique pas aux communications échangées dans le cadre d'une procédure judiciaire. ».

Art. 7. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1679 rédigé comme suit :

« Art. 1679. Une partie qui, en connaissance de cause et sans motif légitime, s'abstient d'invoquer en temps utile une irrégularité devant le tribunal arbitral est réputée avoir renoncé à s'en prévaloir. ».

Art. 8. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1680 rédigé comme suit :

« Art. 1680. § 1^{er}. Le président du tribunal de première instance, statuant comme en référé, sur requête unilatérale présentée par la partie la plus diligente, désigne l'arbitre conformément à l'article 1685, §§ 3 et 4.

Le président du tribunal de première instance statuant comme en référé, sur citation procède au remplacement de l'arbitre, conformément à l'article 1689, § 2.

La décision de nomination ou de remplacement de l'arbitre n'est pas susceptible de recours.

Toutefois, appel peut être interjeté contre cette décision lorsque le président du tribunal de première instance déclare n'y avoir lieu à nomination.

Art. 5. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1677 ingevoegd, luidende :

« Art. 1677. § 1. In dit deel van het Wetboek,

- 1° betekent het woord « scheidsgerecht » een enkele arbiter of meerdere arbiters;
- 2° betekent het woord « mededeling » het verzenden van een schriftelijk stuk zowel onder partijen als tussen partijen en arbiters, als tussen partijen en derden die de arbitrage organiseren, met een communicatiemiddel of mits een manier van verzenden die een bewijs van verzending opleveren.

§ 2. Wanneer een bepaling van dit deel, met uitzondering van artikel 1710, aan de partijen toelaat over een bepaalde erin beoogde aangelegenheid te beslissen, omvat deze vrijheid het recht van de partijen om een derde toe te laten over deze aangelegenheid te beslissen. ».

Art. 6. In hetzelfde hoofdstuk, wordt een artikel 1678 ingevoegd, luidende :

« Art. 1678. § 1. Tenzij de partijen anders overeenkomen, wordt de mededeling afgegeven of toegezonden aan de geadresseerde in persoon, of aan zijn woonplaats, of aan zijn verblijfplaats, of op zijn elektronisch adres, ofwel, wanneer het een rechtspersoon betreft, aan zijn statutaire zetel, of aan zijn voornaamste vestiging, of op zijn elektronisch adres.

Indien na redelijk onderzoek geen enkele van deze plaatsen kon worden gevonden, gebeurt de mededeling geldig door het afgeven of toezenden ervan aan de laatst gekende woonplaats of de laatst gekende verblijfplaats, ofwel, wanneer het een rechtspersoon betreft, aan de laatst gekende statutaire zetel, of de laatst gekende voornaamste vestiging, of het laatst gekende elektronische adres.

§ 2. Tenzij de partijen anders overeenkomen, worden de termijnen die ten aanzien van de geadresseerde be-ginnen te lopen vanaf de mededeling, berekend :

- a) wanneer de mededeling is gebeurd door afgifte tegen gedagtekend ontvangstbewijs, vanaf de eerste dag die erop volgt;
- b) wanneer de mededeling is gebeurd via elektronische post of via enig ander communicatiemiddel dat een bewijs van verzending oplevert, vanaf de eerste dag die volgt op de datum vermeld op het ontvangstbewijs;
- c) wanneer de mededeling is gebeurd bij aangetekende brief met ontvangstbewijs, vanaf de eerste dag die volgt op deze waarop de brief aangeboden werd aan de geadresseerde in persoon, aan zijn woonplaats of verblijfplaats, hetzij aan zijn statutaire zetel of op zijn voornaamste vestiging, of, in voorkomend geval, op de laatst gekende woonplaats, of op de laatst gekende verblijfplaats, hetzij op de laatst gekende statutaire zetel of de laatst gekende voornaamste vestiging;
- d) wanneer de mededeling is gebeurd per aangetekende brief, vanaf de derde werkdag die volgt op die waarop de brief aan de postdiensten overhandigd werd, tenzij de geadresseerde het geteunde bewijst.

§ 3. De mededeling wordt geacht tegenover de geadresseerde te zijn gedaan op de dag van het ontvangstbewijs.

§ 4. Dit artikel is niet van toepassing op mededelingen gedaan in het kader van een gerechtelijke procedure. ».

Art. 7. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1679 ingevoegd, luidende :

« Art. 1679. Een partij die een onregelmatigheid kende en ze niet zonder gerechtvaardigde grond ten gepaste tijde inroept voor het scheidsgerecht, wordt geacht ervan afstand te doen om zich daarop te beroepen. ».

Art. 8. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1680 ingevoegd, luidende :

« Art. 1680. § 1. De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg zetelend zoals in kort geding stelt de arbiter aan, op eenzijdig verzoekschrift van de meest gereede partij, overeenkomstig artikel 1685, §§ 3 en 4.

De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg zetelend zoals in kort geding na dagvaarding, beslist tot vervanging van de arbiter, overeenkomstig artikel 1689, § 2.

Tegen de beslissingen tot aanstelling of tot vervanging van de arbiter kan geen rechtsmiddel worden ingesteld.

Evenwel kan tegen deze beslissing hoger beroep worden ingesteld wanneer de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg besliste om geen aanstelling te doen.

§ 2. Le président du tribunal de première instance statuant comme en référé, sur citation, se prononce sur le déport d'un arbitre conformément à l'article 1685, § 7, sur la récusation d'un arbitre conformément à l'article 1687, § 2, et sur la carence ou l'incapacité d'un arbitre dans le cas prévu à l'article 1688, § 2. Sa décision n'est susceptible d'aucun recours.

§ 3. Le président du tribunal de première instance statuant comme en référé, peut impartir un délai à l'arbitre pour rendre sa sentence dans les conditions prévues à l'article 1713, § 2. Sa décision n'est susceptible d'aucun recours.

§ 4. Le président du tribunal de première instance statuant comme en référé prend toutes les mesures nécessaires en vue de l'obtention de la preuve conformément à l'article 1709. Sa décision n'est susceptible d'aucun recours.

§ 5. Sauf dans les cas visés aux §§ 1^{er} à 4, le tribunal de première instance, est compétent. Il statue, sur citation, en premier et dernier ressort.

§ 6. Sous réserve de l'article 1720, les actions visées au présent article sont de la compétence du juge dont le siège est celui de la cour d'appel dans le ressort duquel est fixé le lieu de l'arbitrage.

Lorsque ce lieu n'a pas été fixé, est compétent le juge dont le siège est celui de la cour d'appel dans le ressort duquel se trouve la juridiction qui eut pu connaître du litige s'il n'avait pas été soumis à l'arbitrage. ».

Art. 9. Dans la même partie du même Code, il est inséré un chapitre II intitulé « Chapitre II. Convention d'arbitrage ».

Art. 10. Dans le chapitre II inséré par l'article 9, il est inséré un article 1681 rédigé comme suit :

« Art. 1681. Une convention d'arbitrage est une convention par laquelle les parties soumettent à l'arbitrage tous les différends ou certains des différends qui sont nés ou pourraient naître entre elles au sujet d'un rapport de droit déterminé, contractuel ou non contractuel. ».

Art. 11. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1682 rédigé comme suit :

« Art. 1682. § 1^{er}. Le juge saisi d'un différend faisant l'objet d'une convention d'arbitrage se déclare sans juridiction à la demande d'une partie, à moins qu'en ce qui concerne ce différend la convention ne soit pas valable ou n'ait pris fin. À peine d'irrecevabilité, l'exception doit être proposée avant toutes autres exceptions et moyens de défense.

§ 2. Lorsque le juge est saisi d'une action visée au § 1^{er}, la procédure arbitrale peut néanmoins être engagée ou poursuivie et une sentence peut être rendue. ».

Art. 12. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1683 rédigé comme suit :

« Art. 1683. Une demande en justice, avant ou pendant la procédure arbitrale, en vue de l'obtention de mesures provisoires ou conservatoires et l'octroi de telles mesures ne sont pas incompatibles avec une convention d'arbitrage et n'impliquent pas renonciation à celle-ci. ».

Art. 13. Dans la même partie du même Code, il est inséré un chapitre III intitulé « Chapitre III. Composition du tribunal arbitral ».

Art. 14. Dans le chapitre III inséré par l'article 13, il est inséré un article 1684 rédigé comme suit :

« Art. 1684. § 1^{er}. Les parties peuvent convenir du nombre d'arbitres pourvu qu'il soit impair. Il peut y avoir un arbitre unique.

§ 2. Si les parties ont prévu un nombre pair d'arbitres, il est procédé à la nomination d'un arbitre supplémentaire.

§ 3. À défaut d'accord entre les parties sur le nombre d'arbitres, le tribunal arbitral est composé de trois arbitres. ».

Art. 15. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1685 rédigé comme suit :

« Art. 1685. § 1^{er}. Sauf convention contraire des parties, une personne ne peut, en raison de sa nationalité, être empêchée d'exercer la fonction d'arbitre.

§ 2. Sans préjudice des §§ 3 et 4 ainsi que de l'exigence générale d'indépendance et d'impartialité du ou des arbitres, les parties peuvent convenir de la procédure de désignation de l'arbitre ou des arbitres.

§ 2. De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg zetelend zoals in kort geding beslist, na dagvaarding, over het ontslag van een arbiter overeenkomstig artikel 1685, § 7, over de wraking van een arbiter overeenkomstig artikel 1687, § 2, en over het in gebreke blijven of de onbekwaamheid van de arbiter in het geval voorzien in artikel 1688, § 2. Tegen zijn beslissing kan geen rechtsmiddel worden ingesteld.

§ 3. De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg zetelend zoals in kort geding kan onder de voorwaarden voorzien in artikel 1713, § 2, aan de arbiter een termijn stellen voor het doen van zijn uitspraak. Tegen zijn beslissing kan geen rechtsmiddel worden ingesteld.

§ 4. De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg zetelend zoals in kort geding neemt alle maatregelen die nodig zijn voor de bewijsverkrijging in overeenstemming met artikel 1709. Tegen zijn beslissing kan geen rechtsmiddel worden ingesteld.

§ 5. Tenzij in de gevallen bedoeld in §§ 1 tot 4, is de rechtbank van eerste aanleg, bevoegd. Zij beslist, na dagvaarding, in eerste en laatste aanleg.

§ 6. Onder voorbehoud van artikel 1720 vallen de in dit artikel bedoelde vorderingen onder de bevoegdheid van de rechter wiens zetel die is van het hof van beroep met in zijn rechtsgebied de plaats waar de arbitrage is bepaald.

Wanneer die plaats niet bepaald is, is de rechter bevoegd wiens zetel die is van het hof van beroep met in zijn rechtsgebied de rechtbank die bevoegd zou zijn geweest kennis te nemen van het geschil, indien het niet aan arbitrage was onderworpen. ».

Art. 9. In hetzelfde deel van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk II ingevoegd, luidende « Hoofdstuk II. Arbitrage-overeenkomst ».

Art. 10. In het hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 9, wordt een artikel 1681 ingevoegd, luidende :

« Art. 1681. Een arbitrageovereenkomst is een overeenkomst waarin de partijen alle geschillen of sommige geschillen die tussen hen gerezen zijn of zouden kunnen rijzen met betrekking tot een bepaalde, al dan niet contractuele, rechtsverhouding aan arbitrage voorleggen. ».

Art. 11. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1682 ingevoegd, luidende :

« Art. 1682. § 1. De rechter bij wie een geding aanhangig is gemaakt waarop een arbitrageovereenkomst betrekking heeft, verklaart zich, op verzoek van een partij, zonder rechtsmacht, tenzij de overeenkomst ten aanzien van dat geschil niet geldig is of geëindigd is. Op straffe van niet-ontvankelijkheid, moet de exceptie voor elke andere exceptie of verweer worden voorgedragen.

§ 2. Wanneer bij de rechter een in § 1 bedoelde vordering aanhangig is gemaakt, kan de arbitrageprocedure toch worden opgestart of voortgezet en kan een arbitrale uitspraak worden gedaan. ».

Art. 12. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1683 ingevoegd, luidende :

« Art. 1683. Het instellen van een gerechtelijke vordering voor of tijdens een arbitrageprocedure, om voorlopige of bewarende maatregelen te bekomen en het toekennen van dergelijke maatregelen, vormen geen inbreuk op of geen afstand van de arbitrageovereenkomst. ».

Art. 13. In hetzelfde deel van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk III ingevoegd, luidende « Hoofdstuk III. Samenstelling van het scheidsgerecht ».

Art. 14. In het hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 13, wordt een artikel 1684 ingevoegd, luidende :

« Art. 1684. § 1 De partijen kunnen het aantal arbiters, voor zover dit oneven is, overeenkomen. Een enkele arbiter is toegelaten.

§ 2. Ingeval de partijen in een even aantal arbiters hebben voorzien, wordt een bijkomende arbiter aangesteld.

§ 3. Bij afwezigheid van overeenkomst tussen partijen over het aantal arbiters, bestaat het scheidsgerecht uit drie arbiters. ».

Art. 15. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1685 ingevoegd, luidende :

« Art. 1685. § 1. Tenzij de partijen anders zijn overeengekomen, kan niemand omwille van zijn nationaliteit verhinderd worden zijn opdracht als arbiter te vervullen.

§ 2. Onverminderd §§ 3 en 4, evenals de algemene vereiste van onafhankelijkheid en onpartijdigheid van de arbiter of van de arbiters, kunnen de partijen de procedure voor de aanstelling van de arbiter of van de arbiters overeenkomen.

§ 3. Faute d'une telle convention;

- a) en cas d'arbitrage par trois arbitres, chaque partie désigne un arbitre et les deux arbitres ainsi désignés choisissent le troisième arbitre; si une partie ne désigne pas un arbitre dans un délai d'un mois à compter de la réception d'une demande à cette fin émanant de l'autre partie, ou si les deux arbitres ne s'accordent pas sur le choix du troisième arbitre dans un délai d'un mois à compter de la désignation du deuxième arbitre, il est procédé à la désignation du ou des arbitres par le président du tribunal de première instance statuant sur requête de la partie la plus diligente, conformément à l'article 1680, § 1^{er};
- b) en cas d'arbitrage par un arbitre unique, si les parties ne peuvent s'accorder sur le choix de l'arbitre, celui-ci est désigné par le président du tribunal de première instance statuant sur requête de la partie la plus diligente, conformément à l'article 1680, § 1^{er};
- c) en cas d'arbitrage par plus de trois arbitres, si les parties ne peuvent s'accorder sur la composition du tribunal arbitral, celui-ci est désigné par le président du tribunal de première instance statuant sur requête de la partie la plus diligente, conformément à l'article 1680, § 1^{er}.

§ 4. Lorsque, durant une procédure de désignation convenue par les parties,

- a) une partie n'agit pas conformément à ladite procédure; ou
- b) les parties, ou deux arbitres, ne peuvent parvenir à un accord conformément à ladite procédure; ou un tiers, y compris une institution, ne s'acquitte pas d'une fonction qui lui a été conférée dans ladite procédure, l'une ou l'autre partie peut demander au président du tribunal de première instance statuant conformément à l'article 1680, § 1^{er}, de prendre la mesure voulue, à moins que la convention relative à la procédure de désignation ne stipule d'autres moyens pour assurer cette désignation.

§ 5. Lorsqu'il désigne un arbitre, le président du tribunal tient compte de toutes les qualifications requises de l'arbitre en vertu de la convention des parties et de toutes considérations propres à garantir la désignation d'un arbitre indépendant et impartial.

§ 6. La désignation d'un arbitre ne peut être rétractée après avoir été notifiée.

§ 7. L'arbitre qui a accepté sa mission ne peut se retirer que de l'accord des parties ou moyennant l'autorisation du président du tribunal de première instance statuant conformément à l'article 1680, § 2. ».

Art. 16. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1686 rédigé comme suit :

« Art. 1686. § 1^{er}. Lorsqu'une personne est pressentie en vue de sa désignation éventuelle en qualité d'arbitre, elle signale toute circonstance de nature à soulever des doutes légitimes sur son indépendance ou son impartialité. À partir de la date de sa désignation et durant toute la procédure arbitrale, l'arbitre signale sans délai aux parties toutes nouvelles circonstances de cette nature.

§ 2. Un arbitre ne peut être récusé que s'il existe des circonstances de nature à soulever des doutes légitimes sur son indépendance ou son impartialité, ou s'il ne possède pas les qualifications convenues par les parties. Une partie ne peut récuser l'arbitre qu'elle a désigné ou à la désignation duquel elle a participé que pour une cause dont elle a eu connaissance après cette désignation. ».

Art. 17. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1687 rédigé comme suit :

« Art. 1687. § 1^{er}. Les parties peuvent convenir de la procédure de récusation d'un arbitre.

§ 2. Faute d'un tel accord :

- a) la partie qui a l'intention de récuser un arbitre expose par écrit les motifs de récusation à l'arbitre concerné, le cas échéant aux autres arbitres si le tribunal en comperte, et à la partie adverse. À peine d'irrecevabilité, cette communication intervient dans un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle la partie récusante a eu connaissance de la constitution du tribunal arbitral ou de la date à laquelle elle a eu connaissance des circonstances visées à l'article 1686, § 2.

§ 3. Bij afwezigheid van dergelijke overeenkomst;

- a) in geval van een arbitrage door drie arbiters, stelt iedere partij een arbiter aan en kiezen de twee aangestelde arbiters de derde arbiter; indien een partij geen arbiter aanstelt binnen een periode van een maand te rekenen vanaf de ontvangst van een vordering daartoe vanwege de andere partij, of indien de twee arbiters het niet eens raken over de keuze van de derde arbiter binnen een termijn van een maand te rekenen vanaf de aanstelling van de tweede arbiter, wordt, op verzoek van de meest gereede partij, overgegaan tot de aanstelling van de arbiter of arbiters door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, die beslist overeenkomstig artikel 1680, § 1;
- b) in geval van een arbitrage door een enkele arbiter, wanneer de partijen het niet eens raken over de keuze van de arbiter, wordt deze, op verzoek van de meest gereede partij, aangesteld door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, die beslist overeenkomstig artikel 1680, § 1;
- c) in geval van een arbitrage met meer dan drie arbiters, wanneer de partijen het niet eens raken over de samenstelling van het scheidsgerecht, wordt dit, op verzoek van de meest gereede partij, aangesteld door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, die beslist overeenkomstig artikel 1680, § 1.

§ 4. Wanneer tijdens een door de partijen overeengekomen aanstellingsprocedure,

- a) een partij niet handelt volgens de voornoemde procedure; of
- b) de partijen, of twee arbiters, niet tot een akkoord komen volgens de voormelde procedure; of een derde, daarbij inbegrepen een instelling, een opdracht niet vervult die hem in de voornoemde procedure werd opgedragen, kan iedere partij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, die beslist overeenkomstig artikel 1680, § 1, verzoeken om de gevorderde maatregel te nemen, tenzij de overeenkomst betreffende de procedure van aanstelling daarvoor in andere middelen voorziet.

§ 5. Wanneer de voorzitter van de rechtbank een arbiter aanstelt, houdt hij rekening met alle hoedanigheden vereist door de overeenkomst van de partijen en met alle overwegingen die van aard zijn om de aanstelling van een onafhankelijke en onpartijdige arbiter te verzekeren.

§ 6. De aanstelling van een arbiter kan niet meer worden ingetrokken, nadat de kennisgeving daarvan plaatsvond.

§ 7. De arbiter die zijn opdracht heeft aanvaard kan zich slechts terugtrekken met het akkoord van de partijen of middels een beslissing van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg overeenkomstig artikel 1680, § 2. ».

Art. 16. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1686 ingevoegd, luidende :

« Art. 1686. § 1. Wanneer een persoon wordt aangezocht met het oog op zijn mogelijke aanstelling tot arbiter, deelt hij alle omstandigheden mee die van aard zijn om gerechtvaardigde twijfels te doen rijzen over zijn onafhankelijkheid of zijn onpartijdigheid. Vanaf de datum van zijn aanstelling en gedurende de hele arbitrageprocedure licht de arbiter de partijen onverwijld in over alle nieuwe omstandigheden van dien aard.

§ 2. Een arbiter kan slechts gewraakt worden, wanneer er omstandigheden zijn die van aard zijn gerechtvaardigde twijfels te doen rijzen over zijn onafhankelijkheid of zijn onpartijdigheid, of indien deze niet de door de partijen overeengekomen kwalificaties bezit. Een partij kan de arbiter die zij aangesteld heeft of aan wiens aanstelling zij heeft deelgenomen, slechts wraken om een reden die haar na deze aanstelling bekend is. ».

Art. 17. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1687 ingevoegd, luidende :

« Art. 1687. § 1. De partijen kunnen de procedure tot wraking van een arbiter overeenkomen.

§ 2. Bij afwezigheid van dergelijke overeenkomst :

- a) geeft de partij die een arbiter wil wraken schriftelijk van de gronden van de wraking kennis aan de betrokken arbiter en, desgevallend, aan de andere arbiters van het scheidsgerecht, en aan de tegenpartij. Op straffe van niet-ontvankelijkheid, gebeurt deze mededeling binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen vanaf de datum waarop de wrakende partij op de hoogte was van de samenstelling van het scheidsgerecht of van de datum waarop zij op de hoogte was over de in artikel 1686, § 2, bedoelde omstandigheden.

b) Si, dans un délai de dix jours à partir de la communication de la récusation qui lui est faite, l'arbitre récusé ne se déporte pas ou que l'autre partie n'admet pas la récusation, le récusant cite l'arbitre et les autres parties, à peine d'irrecevabilité, dans un délai de dix jours, devant le président du tribunal de première instance statuant conformément à l'article 1680, § 2. Dans l'attente de la décision du président, le tribunal arbitral, y compris l'arbitre récusé, peut poursuivre la procédure arbitrale et rendre une sentence. ».

Art. 18. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1688 rédigé comme suit :

« Art. 1688. § 1^{er}. Sauf convention contraire des parties, lorsqu'un arbitre se trouve dans l'impossibilité de droit ou de fait de remplir sa mission, ou, pour tout autre motif, ne s'acquitte pas de sa mission dans un délai raisonnable, son mandat prend fin s'il se retire dans les conditions prévues à l'article 1685, § 7, ou si les parties conviennent d'y mettre fin.

§ 2. S'il subsiste un désaccord quant à l'un quelconque de ces motifs, la partie la plus diligente cite les autres parties ainsi que l'arbitre visé au § 1^{er} devant le président du tribunal de première instance qui statue conformément à l'article 1680, § 2.

§ 3. Le fait qu'en application du présent article ou de l'article 1687, un arbitre se retire ou qu'une partie accepte que la mission d'un arbitre prenne fin, n'implique pas reconnaissance des motifs mentionnés à l'article 1687 ou dans le présent article. ».

Art. 19. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1689 rédigé comme suit :

« Art. 1689. § 1^{er}. Dans tous les cas où il est mis fin à la mission de l'arbitre avant que la sentence finale ne soit rendue, un arbitre remplaçant est désigné. Cette désignation est effectuée conformément aux règles qui étaient applicables à la désignation de l'arbitre remplacé, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

§ 2. Si l'arbitre n'est pas remplacé conformément au § 1^{er}, chaque partie peut saisir le président du tribunal de première instance, statuant conformément à l'article 1680, § 1^{er}.

§ 3. Une fois désigné l'arbitre remplaçant, les arbitres, après avoir entendu les parties, décident s'il y a lieu de reprendre tout ou partie de la procédure sans qu'ils puissent revenir sur la ou les sentences définitives partielles qui auraient été rendues. ».

Art. 20. Dans la même partie du même Code, il est inséré un chapitre IV intitulé « Chapitre IV. Compétence du tribunal arbitral ».

Art. 21. Dans le chapitre IV inséré par l'article 20, il est inséré un article 1690 rédigé comme suit :

« Art. 1690. § 1^{er}. Le tribunal arbitral peut statuer sur sa propre compétence, y compris sur toute exception relative à l'existence ou à la validité de la convention d'arbitrage. A cette fin, une convention d'arbitrage faisant partie d'un contrat est considérée comme une convention distincte des autres clauses du contrat. La constatation de la nullité du contrat par le tribunal arbitral n'entraîne pas de plein droit la nullité de la convention d'arbitrage.

§ 2. L'exception d'incompétence du tribunal arbitral doit être soulevée au plus tard dans les premières conclusions communiquées par la partie qui l'invoque, dans les délais et selon les modalités fixées conformément à l'article 1704.

Le fait pour une partie d'avoir désigné un arbitre ou d'avoir participé à sa désignation ne la prive pas du droit de soulever cette exception.

L'exception prise de ce que la question litigieuse excéderait les pouvoirs du tribunal arbitral doit être soulevée aussitôt que cette question est formulée dans le cours de la procédure.

Dans les deux cas, le tribunal arbitral peut recevoir des exceptions soulevées tardivement, s'il estime que le retard est justifié.

§ 3. Le tribunal arbitral peut statuer sur les exceptions visées au § 2 soit en les traitant comme des questions à trancher préalablement soit dans sa sentence au fond.

§ 4. La décision par laquelle le tribunal arbitral s'est déclaré compétent ne peut faire l'objet d'un recours en annulation qu'en même temps que la sentence au fond et par la même voie.

b) Indien de gewraakte arbiter zich niet terugtrekt binnen tien dagen nadat hem mededeling is gedaan van de wraking, of indien de andere partij de wraking niet aanvaardt, dagvaardt de wrakende partij, op straffe van niet-ontvankelijkheid, binnen de tien dagen de arbiter en de andere partijen voor de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, die beslist overeenkomstig artikel 1680, § 2. In afwachting van de beslissing van de voorzitter, kan het scheidsgerecht, inbegrepen de gewraakte arbiter, de arbitrageprocedure voortzetten en een arbitrale uitspraak doen. ».

Art. 18. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1688 ingevoegd, luidende :

« Art. 1688. § 1. Tenzij de partijen anders overeenkomen, indien het voor een arbiter onmogelijk is om zijn opdracht in rechte of in feite te vervullen of indien hij zich om een andere reden niet van zijn opdracht kwijt binnen een redelijke termijn, eindigt zijn opdracht wanneer hij zich terugtrekt binnen de in artikel 1685, § 7, bepaalde voorwaarden of wanneer de partijen overeenkomen om de opdracht te beëindigen.

§ 2. Indien er onenigheid blijft bestaan over een van deze gronden, dagvaardt de meeste gereede partij de andere partijen en de in § 1 bedoelde arbiter voor de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, die beslist overeenkomstig artikel 1680, § 2.

§ 3. Het feit dat een arbiter zich terugtrekt of dat een partij aanvaardt dat de opdracht beëindigd wordt krachtens dit artikel of artikel 1687, houdt geen erkenning in van de in artikel 1687 of in dit artikel vermelde gronden. ».

Art. 19. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1689 ingevoegd, luidende :

« Art. 1689. § 1. In de gevallen waar een einde wordt gesteld aan de opdracht van de arbiter vooraleer de arbitrale einduitspraak is gedaan, wordt een vervangende arbiter aangesteld. Deze aanstelling gebeurt, volgens de regels die van toepassing waren voor de aanstelling van de arbiter die vervangen werd, tenzij de partijen anders overeenkomen.

§ 2. Indien de arbiter niet wordt vervangen volgens § 1, kan iedere partij zich wenden tot de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, die beslist overeenkomstig artikel 1680, § 1.

§ 3. Eens de vervangende arbiter is aangesteld, beslissen de arbiters, na de partijen te hebben gehoord, of de procedure geheel of gedeeltelijk moet worden overgedaan zonder dat zij kunnen terugkomen op de definitieve gedeeltelijke uitspraak of uitspraken die zouden zijn gedaan. ».

Art. 20. In hetzelfde deel van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk IV ingevoegd, luidende « Hoofdstuk IV. Bevoegdheid van het scheidsgerecht ».

Art. 21. In het hoofdstuk IV, ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel 1690 ingevoegd, luidende :

« Art. 1690. § 1. Het scheidsgerecht kan beslissen over zijn eigen rechtsmacht, en mede over iedere exceptie met betrekking tot het bestaan of de geldigheid van de arbitrageovereenkomst. Daartoe wordt een arbitrage-overeenkomst, als die onderdeel van een contract is, beschouwd als een overeenkomst die los staat van de andere contractuele bepalingen. De vaststelling door het scheidsgerecht dat het contract nietig is, brengt niet van rechtswege de nietigheid van de arbitrageovereenkomst met zich.

§ 2. De exceptie van gebrek aan rechtsmacht van het scheidsgerecht, moet worden opgeworpen uiterlijk in de eerste conclusie van de partij die ze inroept, binnen de termijn en volgens de nadere regels die overeenkomstig artikel 1704 vastgesteld zijn.

Het feit dat een partij een arbiter heeft aangewezen of aan diens aanwijzing heeft meegewerkt, ontnemt haar niet het recht om deze exceptie op te werpen.

De exceptie die stelt dat een geschilpunt buiten de rechtsmacht van het scheidsgerecht valt, moet worden opgeworpen van zodra dit geschilpunt in de procedure ter sprake komt.

In beide gevallen, kan het scheidsgerecht een laattijdig opgeworpen exceptie aanvaarden, indien het vindt dat de vertraging gerechtvaardigd is.

§ 3. Het scheidsgerecht kan over de in § 2 vermelde excepties beslissen, door er op voorhand of in zijn uitspraak ten gronde over te beslissen.

§ 4. Tegen de beslissing waarbij het scheidsgerecht verklaarde rechtsmacht te hebben, kan slechts tegelijk met de uitspraak ten gronde en langs dezelfde weg een vordering tot vernietiging worden ingesteld.

Le tribunal de première instance peut également, à la demande d'une des parties, se prononcer sur le bien fondé de la décision d'incompétence du tribunal arbitral. ».

Art. 22. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1691 rédigé comme suit :

« Art. 1691. Sans préjudice des pouvoirs reconnus aux cours et tribunaux en vertu de l'article 1683, et sauf convention contraire des parties, le tribunal arbitral peut, à la demande d'une partie, ordonner les mesures provisoires ou conservatoires qu'il juge nécessaires. ».

Le tribunal arbitral ne peut toutefois autoriser une saisie conservatoire. ».

Art. 23. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1692 rédigé comme suit :

« Art. 1692. À la demande de l'une des parties, le tribunal arbitral peut modifier, suspendre ou rétracter une mesure provisoire ou conservatoire. ».

Art. 24. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1693 rédigé comme suit :

« Art. 1693. Le tribunal arbitral peut décider que la partie qui demande une mesure provisoire ou conservatoire fournira une garantie appropriée. ».

Art. 25. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1694 rédigé comme suit :

« Art. 1694. Le tribunal arbitral peut décider qu'une partie communiquera sans tarder tout changement important des circonstances sur la base desquelles la mesure provisoire ou conservatoire a été demandée ou accordée. ».

Art. 26. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1695 rédigé comme suit :

« Art. 1695. La partie qui poursuit l'exécution d'une mesure provisoire ou conservatoire est responsable de tous les frais et de tous les dommages causés par la mesure à une autre partie, si le tribunal arbitral décide par la suite qu'en l'espèce la mesure provisoire ou conservatoire n'aurait pas dû être prononcée. Le tribunal arbitral peut accorder réparation pour ces frais et dommages à tout moment pendant la procédure. ».

Art. 27. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1696 rédigé comme suit :

« Art. 1696. § 1^{er}. Une mesure provisoire ou conservatoire prononcée par un tribunal arbitral est reconnue comme ayant force exécutoire et, sauf indication contraire du tribunal arbitral, est déclarée exécutoire par le tribunal de première instance, quel que soit le pays où elle a été prononcée, sous réserve des dispositions de l'article 1697. ».

§ 2. La partie qui demande ou a obtenu qu'une mesure provisoire ou conservatoire soit reconnue ou déclarée exécutoire en informe sans délai l'arbitre unique ou le président du tribunal arbitral ainsi que de toute rétractation, suspension ou modification de cette mesure.

§ 3. Le tribunal de première instance à qui est demandé de reconnaître ou de déclarer exécutoire une mesure provisoire ou conservatoire peut ordonner au demandeur de constituer une garantie appropriée si le tribunal arbitral ne s'est pas déjà prononcé sur la garantie ou lorsqu'une telle décision est nécessaire pour protéger les droits du défendeur et des tiers. ».

Art. 28. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1697 rédigé comme suit :

« Art. 1697. § 1^{er}. La reconnaissance ou la déclaration de la force exécutoire d'une mesure provisoire ou conservatoire ne peut être refusée que :

- a) à la demande de la partie contre laquelle cette mesure est invoquée :
 - i) si ce refus est justifié par les motifs exposés à l'article 1721, § 1^{er}, a), i., ii., iii., iv. ou v.; ou
 - ii) si la décision du tribunal arbitral concernant la constitution d'une garantie n'a pas été respectée; ou
 - iii) si la mesure provisoire ou conservatoire a été rétractée ou suspendue par le tribunal arbitral ou, lorsqu'il y est habilité, annulée ou suspendue par le tribunal de l'Etat dans lequel a lieu l'arbitrage ou conformément à la loi selon laquelle cette mesure a été accordée;

De rechtbank van eerste aanleg kan eveneens, op verzoek van een van de partijen, uitspraak doen over de gegrondheid van de beslissing waarbij het scheidsgerecht zich zonder rechtsmacht heeft verklaard. ».

Art. 22. In hetzelfde hoofdstuk, wordt een artikel 1691 ingevoegd, luidende :

« Art. 1691. Onverminderd de bevoegdheden die krachtens artikel 1683 toegekend zijn aan de hoven en de rechtbanken, en tenzij de partijen anders zijn overeengekomen, kan het scheidsgerecht op verzoek van een partij de voorlopige of bewarende maatregelen bevelen die het nodig acht. ».

Het scheidsgerecht kan evenwel geen bewarend beslag toestaan. ».

Art. 23. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1692 ingevoegd, luidende :

« Art. 1692. Het scheidsgerecht kan, op verzoek van een partij, een voorlopige of bewarende maatregel wijzigen, opschorten of intrekken. ».

Art. 24. In hetzelfde hoofdstuk, wordt een artikel 1693 ingevoegd, luidende :

« Art. 1693. Het scheidsgerecht kan aan de partij die een voorlopige of bewarende maatregel vordert, een passende waarborg opleggen. ».

Art. 25. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1694 ingevoegd, luidende :

« Art. 1694. Het scheidsgerecht kan beslissen dat een partij onverwijld iedere belangrijke wijziging meedeelt van de omstandigheden op basis waarvan de voorlopige of bewarende maatregel werd gevorderd of toegekend. ».

Art. 26. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1695 ingevoegd, luidende :

« Art. 1695. De partij die overgaat tot de tenuitvoerlegging van een voorlopige of bewarende maatregel, is aansprakelijk voor alle kosten en alle schade door die maatregel aan een andere partij veroorzaakt, wanneer het scheidsgerecht later beslist dat de voorlopige of bewarende maatregel in dit geval niet had moeten bevolen worden. Het scheidsgerecht kan te allen tijde tijdens de procedure een vergoeding voor deze kosten en schade toekennen. ».

Art. 27. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1696 ingevoegd, luidende :

« Art. 1696. § 1. Een door een scheidsgerecht genomen voorlopige of bewarende maatregel heeft bindende kracht, en, tenzij het scheidsgerecht daarover andere aanwijzingen geeft, wordt zij uitvoerbaar verklaard door de rechtbank van eerste aanleg, ongeacht het land waarin zij werd uitgesproken, onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 1697. ».

§ 2. De partij die de erkenning of de uitvoerbaarverklaring van een voorlopige of bewarende maatregel vordert of heeft bekomen, informeert de enkele arbiter of de voorzitter van het scheidsgerecht daarvan onverwijld evenals over een intrekking, opschorting of wijziging van die maatregel.

§ 3. De rechtbank van eerste aanleg bij wie de erkenning of de uitvoerbaarverklaring van een voorlopige of bewarende maatregel wordt gevorderd, kan de verzoeker opleggen om een passende waarborg te stellen, wanneer het scheidsgerecht zich nog niet heeft uitgesproken over de waarborg of, wanneer een dergelijke beslissing nodig is, om de rechten van de verweerder en van derden te beschermen. ».

Art. 28. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1697 ingevoegd, luidende :

« Art. 1697. § 1. De erkenning of uitvoerbaarverklaring van een voorlopige of bewarende maatregel kan slechts geweigerd worden :

- a) op vordering van de partij tegen wie deze maatregel is ingeroepen :
 - i) indien deze weigering gerechtvaardigd is op grond van artikel 1721, § 1, a), i., ii., iii., iv. of v.; of
 - ii) indien de beslissing van het scheidsgerecht inzake het stellen van een waarborg niet werd nageleefd; of
 - iii) indien de voorlopige of bewarende maatregel werd ingetrokken of opgeschort door het scheidsgerecht of wanneer ze werd vernietigd of opgeschort door een daartoe gemachtigde rechtbank van het land waarin de arbitrage plaatsvindt of volgens het recht waaronder die maatregel werd toegekend;

ou

b) si le tribunal de première instance constate que l'un des motifs visés à l'article 1721, § 1^{er}, b) s'applique à la reconnaissance et à la déclaration exécutoire de la mesure provisoire ou conservatoire.

§ 2. Toute décision prise par le tribunal de première instance pour l'un des motifs visés au § 1^{er} n'a d'effet qu'aux fins de la demande de reconnaissance et de déclaration exécutoire de la mesure provisoire ou conservatoire. Le tribunal de première instance auprès duquel la reconnaissance ou la déclaration exécutoire est demandée n'examine pas, lorsqu'il prend sa décision, le bien fondé de la mesure provisoire ou conservatoire. ».

Art. 29. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1698 rédigé comme suit :

« Art. 1698. Le juge des référés dispose, pour prononcer une mesure provisoire ou conservatoire en relation avec une procédure d'arbitrage, qu'elle ait ou non lieu sur le territoire belge, du même pouvoir que celui dont il dispose en relation avec une procédure judiciaire. Il exerce ce pouvoir conformément à ses propres procédures en tenant compte des particularités de l'arbitrage. ».

Art. 30. Dans la même partie du même Code, il est inséré un chapitre V intitulé « Chapitre V. Conduite de la procédure arbitrale ».

Art. 31. Dans le chapitre V inséré par l'article 30, il est inséré un article 1699 rédigé comme suit :

« Art. 1699. Nonobstant toute convention contraire, les parties doivent être traitées sur un pied d'égalité et chaque partie doit avoir toute possibilité de faire valoir ses droits, moyens et arguments dans le respect du contradictoire. Le tribunal arbitral veille au respect de cette exigence ainsi qu'au respect de la loyauté des débats. ».

Art. 32. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1700 rédigé comme suit :

« Art. 1700. § 1^{er}. Les parties peuvent convenir de la procédure à suivre par le tribunal arbitral.

§ 2. Faute d'une telle convention, le tribunal arbitral peut, sous réserve des dispositions de la sixième partie du présent Code, fixer les règles de procédure applicable à l'arbitrage comme il le juge approprié.

§ 3. Sauf convention contraire des parties, le tribunal arbitral apprécie librement l'admissibilité des moyens de preuve et leur force probante.

§ 4. Le tribunal arbitral procède aux actes d'instruction nécessaires à moins que les parties ne l'autorisent à y commettre l'un de ses membres.

Il peut entendre toute personne. Cette audition a lieu sans prestation de serment.

Si une partie détient un élément de preuve, le tribunal arbitral peut lui enjoindre de le produire selon les modalités qu'il détermine et au besoin, à peine d'astreinte.

§ 5. À l'exception des demandes relatives à des actes authentiques, le tribunal arbitral a le pouvoir de trancher les demandes de vérification d'écritures et de statuer sur la prétendue fausseté de documents.

Pour les demandes relatives à des actes authentiques, le tribunal arbitral délaisse les parties à se pourvoir dans un délai déterminé devant le tribunal de première instance.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 2, les délais de l'arbitrage sont suspendus jusqu'au jour où le tribunal arbitral a eu communication par la partie la plus diligente de la décision coulée en force de chose jugée sur l'incident. ».

Art. 33. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1701 rédigé comme suit :

« Art. 1701. § 1^{er}. Les parties peuvent décider du lieu de l'arbitrage. Faute d'une telle décision, ce lieu est fixé par le tribunal arbitral, compte tenu des circonstances de l'affaire, en ce compris les convenances des parties.

Si le lieu de l'arbitrage n'a pas été déterminé par les parties ou par les arbitres, le lieu où la sentence est rendue vaut comme lieu de l'arbitrage.

of

b) indien de rechtbank van eerste aanleg vaststelt dat een van de in artikel 1721, § 1, b), bedoelde gronden van toepassing is op de erkenning en de uitvoerbaarverklaring van de voorlopige of bewarende maatregel.

§ 2. De uitwerking van de beslissingen genomen door de rechtbank van eerste aanleg op basis van een van de in § 1 bedoelde gronden is beperkt tot de vordering tot erkenning en uitvoerbaarverklaring van de voorlopige of bewarende maatregel. De rechtbank van eerste aanleg bij wie de erkenning of de uitvoerbaarverklaring wordt gevorderd, onderzoekt de voorlopige of bewarende maatregel niet ten gronde wanneer zij haar beslissing neemt. ».

Art. 29. In hetzelfde hoofdstuk, wordt een artikel 1698 ingevoegd, luidende :

« Art. 1698. Om een voorlopige of bewarende maatregel te bevelen in verband met een arbitrageprocedure, ongeacht of deze al dan niet plaatsvindt op het Belgisch grondgebied, beschikt de kortgedingrechter over dezelfde rechtsmacht als met betrekking tot een gerechtelijke procedure. Hij oefent die rechtsmacht uit overeenkomstig zijn eigen procedures en houdt rekening met de bijzondere aard van een arbitrage. ».

Art. 30. In hetzelfde deel van hetzelfde Wetboek, wordt een hoofdstuk V ingevoegd, luidende « Hoofdstuk V. Arbitrale gedingvoering ».

Art. 31. In het hoofdstuk V, ingevoegd bij artikel 30, wordt een artikel 1699 ingevoegd, luidende :

« Art. 1699. Niettegenstaande elke andersluidende overeenkomst moeten de partijen op voet van gelijkheid behandeld worden en moet elke partij alle mogelijkheden hebben om haar rechten, middelen en argumenten te doen gelden met inachtneming van het beginsel van de tegenspraak. Het scheidsgerecht waakt over de naleving van deze verplichting alsook over het in acht nemen van de loyaliteit van de debatten. ».

Art. 32. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1700 ingevoegd, luidende :

« Art. 1700. § 1. De partijen kunnen de door het scheidsgerecht te volgen procedure overeenkomen.

§ 2. Bij afwezigheid van dergelijke overeenkomst, kan het scheidsgerecht, onder voorbehoud van de bepalingen van het zesde deel van dit Wetboek, de procedureregels bepalen die van toepassing zijn op de arbitrage, die het gepast acht.

§ 3. Tenzij de partijen anders overeengekomen zijn, oordeelt het scheidsgerecht vrij over de toelaatbaarheid van de bewijsmiddelen en hun bewijskracht.

§ 4. Het scheidsgerecht stelt de nodige onderzoeksmaatregelen, tenzij de partijen toelaten dat het daartoe een van zijn leden opdracht geeft.

Het kan ieder persoon verhoren. Dit verhoor vindt plaats zonder eedaflegging.

Indien een partij een bewijsmiddel in haar bezit heeft, kan het scheidsgerecht haar opleggen om dit voor te leggen op de wijze die het bepaalt en indien nodig op straffe van een dwangsom.

§ 5. Met uitzondering van vorderingen betreffende authentieke akten, heeft het scheidsgerecht de bevoegdheid om te beslissen over vorderingen tot schriftonderzoek en om te oordelen over de beweerde valsheid van documenten.

Voor vorderingen betreffende authentieke akten geeft het scheidsgerecht aan de partijen de gelegenheid om zich binnen een bepaalde termijn tot de rechtbank van eerste aanleg te wenden.

In het in het tweede lid bedoelde geval, worden de termijnen van de arbitrage geschorst tot aan de dag waarop de meest gereede partij de in kracht van gewijsde gegane beslissing in het tussengeschild aan het scheidsgerecht meedeelde. ».

Art. 33. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1701 ingevoegd, luidende :

« Art. 1701. § 1. De partijen kunnen de plaats van de arbitrage bepalen. Bij afwezigheid van overeenkomst, bepaalt het scheidsgerecht de plaats, rekening houdend met de omstandigheden van de zaak, met inbegrip van wat past voor de partijen.

Werd de plaats van arbitrage noch door de partijen noch door de arbiters bepaald, dan is de plaats van de uitspraak de plaats van arbitrage.

§ 2. Nonobstant les dispositions du § 1^{er} et à moins qu'il en ait été convenu autrement par les parties, le tribunal arbitral peut, après les avoir consultées, tenir ses audiences et réunions en tout autre endroit qu'il estime approprié. ».

Art. 34. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1702 rédigé comme suit :

« Art. 1702. Sauf convention contraire des parties, la procédure arbitrale commence à la date à laquelle la demande d'arbitrage est reçue par le défendeur, conformément à l'article 1678, § 1^{er}, a). ».

Art. 35. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1703 rédigé comme suit :

« Art. 1703. § 1^{er}. Les parties peuvent convenir de la langue ou des langues à utiliser dans la procédure arbitrale. Fauté d'un tel accord, le tribunal arbitral décide de la langue ou des langues à utiliser dans la procédure. Cet accord ou cette décision, à moins qu'il n'en soit convenu ou décidé autrement, s'applique à toute communication des parties, à toute procédure orale et à toute sentence, décision ou autre communication du tribunal arbitral.

§ 2. Le tribunal arbitral peut ordonner que toute pièce soit accompagnée d'une traduction dans la ou les langues convenues par les parties ou choisies par le tribunal arbitral. ».

Art. 36. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1704 rédigé comme suit :

« Art. 1704. § 1^{er}. Dans le délai et selon les modalités convenues par les parties ou fixées par le tribunal arbitral, les parties développent l'ensemble de leurs moyens et arguments à l'appui de leur demande ou de leur défense ainsi que les faits au soutien de celle-ci.

Les parties peuvent convenir ou le tribunal arbitral peut décider l'échange de conclusions complémentaires, ainsi que de ses modalités, entre les parties.

Les parties joignent à leurs conclusions toutes les pièces qu'elles souhaitent verser aux débats.

§ 2. Sauf convention contraire des parties, chaque partie peut modifier ou compléter sa demande ou sa défense au cours de la procédure arbitrale, à moins que le tribunal arbitral considère ne pas devoir autoriser un tel amendement, notamment en raison du retard avec lequel il est formulé. ».

Art. 37. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1705 rédigé comme suit :

« Art. 1705. § 1^{er}. À moins que les parties n'aient convenu qu'il n'y aurait pas de procédure orale, le tribunal arbitral organise une telle procédure à un stade approprié de la procédure arbitrale, si une partie lui en fait la demande.

§ 2. Le président du tribunal arbitral règle l'ordre des audiences et dirige les débats. ».

Art. 38. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1706 rédigé comme suit :

« Art. 1706. Sauf convention contraire des parties, si, sans invoquer d'empêchement légitime,

- a) le demandeur ne développe pas sa demande conformément à l'article 1704, § 1^{er}, le tribunal arbitral met fin à la procédure arbitrale, sans préjudice du traitement des demandes d'une autre partie;
- b) le défendeur ne développe pas sa défense conformément à l'article 1704, § 1^{er}, le tribunal arbitral poursuit la procédure arbitrale sans pouvoir considérer cette carence en soi comme une acceptation des allégations du demandeur;
- c) l'une des parties ne participe pas à la procédure orale ou ne produit pas de documents, le tribunal arbitral peut poursuivre la procédure et statuer sur la base des éléments dont il dispose. ».

Art. 39. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1707 rédigé comme suit :

« Art. 1707. § 1^{er}. Le tribunal arbitral peut, sauf convention contraire des parties,

- a) nommer un ou plusieurs experts chargés de lui faire rapport sur les points précis qu'il détermine;

§ 2. Onverminderd de bepalingen van § 1 en tenzij de partijen anders zijn overeengekomen, kan het scheidsrecht zijn zittingen en bijeenkomsten houden op iedere plaats die het geschikt acht, na de partijen daarover geraadpleegd te hebben. ».

Art. 34. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1702 ingevoegd, luidende :

« Art. 1702. Tenzij de partijen anders zijn overeengekomen, vangt de arbitrageprocedure aan op de datum waarop het verzoek tot arbitrage overeenkomstig artikel 1678, § 1, a) werd ontvangen door de verweerder. ».

Art. 35. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1703 ingevoegd, luidende :

« Art. 1703. § 1. De partijen kunnen de taal of talen overeenkomen die in de arbitrageprocedure gebruikt worden. Bij afwezigheid van dergelijke overeenkomst, beslist het scheidsrecht over de in de procedure te gebruiken taal of talen. Behoudens andere overeenkomst of beslissing, slaat deze overeenkomst of deze beslissing op elke mededeling van partijen, op ieder mondeling debat en op iedere uitspraak, beslissing of andere mededeling van het scheidsrecht.

§ 2. Het scheidsrecht kan opleggen dat bij ieder stuk een vertaling wordt gevoegd in de taal of talen die de partijen zijn overeengekomen of die het scheidsrecht heeft vastgesteld. ».

Art. 36. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1704 ingevoegd, luidende :

« Art. 1704. § 1. Binnen de termijn en op de wijze overeengekomen door de partijen of vastgesteld door het scheidsrecht, zetten de partijen hun gezamenlijke middelen en argumenten uiteen tot staving van hun vordering of verweer, alsook de feiten waarop die vordering of dat verweer steunt.

De partijen kunnen overeenkomen of het scheidsrecht kan beslissen dat aanvullende conclusies worden uitgewisseld onder partijen alsook de nadere regels daarvoor.

De partijen voegen bij hun conclusies alle stukken die zij in de discussie willen brengen.

§ 2. Tenzij de partijen anders overeenkomen, kan iedere partij haar vordering of verweer wijzigen of aanvullen tijdens de arbitrageprocedure, tenzij het scheidsrecht vindt dat het zo een aanpassing niet moet toestaan, met name wegens de vertraging waarmee ze geformuleerd wordt. ».

Art. 37. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1705 ingevoegd, luidende :

« Art. 1705. § 1. Tenzij de partijen anders zijn overeengekomen dat er geen mondelinge behandeling komt, organiseert het scheidsrecht een mondelinge behandeling in een geschikt stadium van de arbitrale gedingvoering, wanneer een partij dit vordert.

§ 2. De voorzitter van het scheidsrecht bepaalt de gang van zaken ter zitting en leidt de debatten. ».

Art. 38. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1706 ingevoegd, luidende :

« Art. 1706. Tenzij de partijen anders overeenkomen en niemand gerechtvaardigde verhindering inroept,

- a) beëindigt het scheidsrecht, wanneer de eiser zijn vordering niet uiteenzet overeenkomstig artikel 1704, § 1, de arbitrageprocedure onverminderd de behandeling van de vorderingen van een andere partij;
- b) zet het scheidsrecht, wanneer de verweerder zijn vordering niet uiteenzet overeenkomstig artikel 1704, § 1, de arbitrageprocedure voort, zonder dit in gebreke blijven op zich te kunnen beschouwen als een aanvaarding van de beweringen van de eiser;
- c) kan het scheidsrecht, wanneer een van de partijen niet deelneemt aan de mondelinge behandeling of documenten niet voorlegt, de arbitrageprocedure voortzetten en beslissen op basis van de gegevens waarover het beschikt. ».

Art. 39. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1707 ingevoegd, luidende :

« Art. 1707. § 1. Tenzij de partijen anders zijn overeengekomen, kan het scheidsrecht,

- a) een of meer deskundigen aanstellen met als opdracht om verslag uit te brengen over de punten die het nauwkeurig bepaalt;

b) enjoindre à une partie de fournir à l'expert tous renseignements appropriés ou de lui soumettre ou de lui rendre accessible, aux fins d'examen, toutes pièces, toutes marchandises ou autres biens pertinents.

§ 2. Si une partie en fait la demande ou si le tribunal arbitral le juge nécessaire, l'expert participe à une audience à laquelle les parties peuvent l'interroger.

§ 3. Le paragraphe 2 s'applique aux conseils techniques désignés par les parties.

§ 4. Un expert peut être récusé pour les motifs énoncés à l'article 1686 et selon la procédure prévue à l'article 1687. ».

Art. 40. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1708 rédigé comme suit :

« Art. 1708. Une partie peut avec l'accord du tribunal arbitral, demander au président du tribunal de première instance statuant comme en référé d'ordonner toute les mesures nécessaires en vue de l'obtention de preuves conformément à l'article 1680, § 4. ».

Art. 41. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1709 rédigé comme suit :

« Art. 1709. § 1^{er}. Tout tiers intéressé peut demander au tribunal arbitral d'intervenir dans la procédure. Cette demande est adressée par écrit au tribunal arbitral qui la communique aux parties.

§ 2. Une partie peut appeler un tiers en intervention.

§ 3. En toute hypothèse, pour être admise, l'intervention nécessite une convention d'arbitrage entre le tiers et les parties en différend. Elle est, en outre, subordonnée, à l'assentiment du tribunal arbitral qui statue à l'unanimité. ».

Art. 42. Dans la même partie du même Code, il est inséré un chapitre VI intitulé « Chapitre VI. Sentence arbitrale et clôture de la procédure ».

Art. 43. Dans le chapitre VI inséré par l'article 42, il est inséré un article 1710 rédigé comme suit :

« Art. 1710. § 1^{er}. Le tribunal arbitral tranche le différend conformément aux règles de droit choisies par les parties comme étant applicables au fond du différend.

Toute désignation du droit d'un Etat donné est considérée, sauf indication contraire expresse, comme désignant directement les règles juridiques de fond de cet Etat et non ses règles de conflit de lois.

§ 2. A défaut d'une telle désignation par les parties, le tribunal arbitral applique les règles de droit qu'il juge les plus appropriées.

§ 3. Le tribunal arbitral statue en qualité d'amiable compositeur uniquement si les parties l'y ont expressément autorisé.

§ 4. Qu'il statue selon des règles de droit ou en qualité d'amiable compositeur, le tribunal arbitral décidera conformément aux stipulations du contrat si le différend qui oppose les parties est d'ordre contractuel et tiendra compte des usages du commerce si le différend oppose des commerçants. ».

Art. 44. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1711 rédigé comme suit :

« Art. 1711. § 1^{er}. Dans une procédure arbitrale comportant plus d'un arbitre, toute décision du tribunal arbitral est, sauf convention contraire des parties, prise après délibération à la majorité de ses membres.

§ 2. Les questions de procédure peuvent être tranchées par le président du tribunal arbitral, si ce dernier y est autorisé par les parties.

§ 3. Les parties peuvent également convenir que, lorsqu'une majorité ne peut se former, la voix du président du tribunal arbitral est prépondérante.

§ 4. Au cas où un arbitre refuse de participer à la délibération ou au vote sur la sentence arbitrale, les autres arbitres peuvent décider sans lui, sauf convention contraire des parties. L'intention de rendre la sentence sans l'arbitre qui a refusé de participer à la délibération ou au vote doit être communiquée aux parties d'avance. ».

Art. 45. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1712 rédigé comme suit :

« Art. 1712. § 1^{er}. Si, durant la procédure arbitrale, les parties s'entendent pour régler le différend, le tribunal arbitral met fin à la procédure arbitrale et, si les parties lui en font la demande, constate par une sentence l'accord des parties, sauf si celui-ci est contraire à l'ordre public.

b) aan een partij opleggen om de deskundige alle gepaste inlichtingen te bezorgen of om hem alle stukken of goederen of andere relevante voorwerpen over te leggen of ze aan hem toegankelijk te maken voor zijn onderzoek.

§ 2. Indien een partij dit vordert of indien het scheidsrecht het noodzakelijk acht, neemt de deskundige deel aan een zitting waarin de partijen hem kunnen ondervragen.

§ 3. Paragraaf 2 is van toepassing op de technische raadslieden door de partijen aangesteld.

§ 4. Een deskundige kan gewraakt worden op de gronden vermeld in artikel 1686 en volgens de procedure voorzien in artikel 1687. ».

Art. 40. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1708 ingevoegd, luidende :

« Art. 1708. Een partij kan, met instemming van het scheidsrecht, de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, zetelend zoals in kort geding, vragen alle maatregelen te bevelen die nodig zijn voor de bewijsverkrijging, overeenkomstig artikel 1680, § 4. ».

Art. 41. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1709 ingevoegd, luidende :

« Art. 1709. § 1. Iedere derde-belanghebbende kan het scheidsrecht verzoeken om in de procedure tussen te komen. Dit verzoek wordt schriftelijk aan het scheidsrecht gericht, dat het aan partijen meedeelt.

§ 2. Een derde kan door een partij worden opgeroepen om tussen te komen.

§ 3. In elk geval, om toelaatbaar te zijn, vereist de tussenkomst een arbitrageovereenkomst tussen de derde en de partijen in het geding. Zij is bovendien afhankelijk van de instemming van het scheidsrecht, dat bij eenparigheid uitspraak doet. ».

Art. 42. In hetzelfde deel van hetzelfde Wetboek, wordt een hoofdstuk VI ingevoegd, luidende « Hoofdstuk VI. Arbitrale uitspraak en de afsluiting van de procedure ».

Art. 43. In het hoofdstuk VI, ingevoegd bij artikel 42, wordt een artikel 1710 ingevoegd, luidende :

« Art. 1710. § 1. Het scheidsrecht beslist over het geschil volgens de rechtsregels die de partijen op de grond van het geschil van toepassing maken.

De keuze van het recht van een bepaald land wordt, tenzij uitdrukkelijk anders bepaald, beschouwd als een verwijzing naar het materiële recht van dat land en niet naar zijn conflictenregels.

§ 2. Indien de partijen een dergelijke keuze niet maken, past het scheidsrecht de rechtsregels toe die het meest geschikt vindt.

§ 3. Het scheidsrecht beslist als goede personen enkel indien de partijen het daartoe uitdrukkelijk machtiging hebben gegeven.

§ 4. Ongeacht of het uitspraak doet op basis van rechtsregels dan wel als goede personen, beslist het scheidsrecht in overeenstemming met de bepalingen van het contract indien het geschil tussen de partijen van contractuele aard is en houdt het rekening met de handelsgebruiken indien het een geschil tussen handelaars betreft. ».

Art. 44. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1711 ingevoegd, luidende :

« Art. 1711. § 1. Indien het scheidsrecht uit meer dan een arbiter bestaat, beslist het na beraadslaging bij meerderheid van stemmen, tenzij de partijen anders zijn overeengekomen.

§ 2. Procedurele aangelegenheden kunnen evenwel beslist worden door de voorzitter van het scheidsrecht, indien deze daartoe machtiging van de partijen heeft gekregen.

§ 3. De partijen kunnen ook overeenkomen dat, wanneer er geen meerderheid kan worden gevormd, de stem van de voorzitter beslissend is.

§ 4. Wanneer een arbiter weigert deel te nemen aan de beraadslaging of aan de stemming over de arbitrale uitspraak, kunnen de andere arbiters beslissen zonder hem, tenzij de partijen anders zijn overeengekomen. De intentie om de arbitrale uitspraak te doen zonder de arbiter die weigerde aan de beraadslaging of aan de stemming deel te nemen, moet vooraf aan de partijen worden meegedeeld. ».

Art. 45. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1712 ingevoegd, luidende :

« Art. 1712. § 1. Indien de partijen gedurende de arbitrageprocedure tot een schikking komen, beëindigt het scheidsrecht de procedure. Indien de partijen dit vorderen, stelt het scheidsrecht in een uitspraak de schikking tussen de partijen vast, behalve wanneer dit strijdig is met de openbare orde.

§ 2. La sentence d'accord-parties est rendue conformément à l'article 1713 et mentionne le fait qu'il s'agit d'une sentence. Une telle sentence a le même statut et le même effet que toute autre sentence prononcée sur le fond de l'affaire.

§ 3. La décision par laquelle la sentence est déclarée exécutoire est sans effet dans la mesure où l'accord des parties a été annulé. ».

Art. 46. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1713 rédigé comme suit :

« Art. 1713. § 1^{er}. Le tribunal arbitral statue définitivement ou avant dire droit par une ou plusieurs sentences.

§ 2. Les parties peuvent fixer le délai dans lequel la sentence doit être rendue ou prévoir les modalités selon lesquelles ce délai sera fixé et le cas échéant, prolongé.

Faute de l'avoir fait, si le tribunal arbitral tarde à rendre sa sentence et qu'un délai de six mois s'est écoulé à compter de la désignation du dernier arbitre, le président du tribunal de première instance peut impartir un délai au tribunal arbitral conformément à l'article 1680, § 3.

La mission des arbitres prend fin de plein droit lorsque le tribunal arbitral n'a pas rendu sa sentence à l'expiration du délai imparti.

§ 3. La sentence arbitrale est rendue par écrit et signée par l'arbitre. Dans une procédure arbitrale comprenant plusieurs arbitres, les signatures de la majorité des membres du tribunal arbitral suffisent, pourvu que soit mentionnée la raison de l'omission des autres.

§ 4. La sentence arbitrale est motivée.

§ 5. La sentence comprend notamment, outre le dispositif, les mentions suivantes :

- a) les noms et domiciles des arbitres;
- b) les noms et domiciles des parties;
- c) l'objet du litige;
- d) la date à laquelle la sentence est rendue;
- e) le lieu de l'arbitrage déterminé conformément à l'article 1701, § 1^{er}, ainsi que le lieu où la sentence est rendue.

§ 6. La sentence arbitrale liquide les frais d'arbitrage et décide à laquelle des parties le paiement en incombe ou dans quelle proportion ils sont partagés entre elles. Sauf convention contraire des parties, ces frais comprennent les honoraires et frais des arbitres et les honoraires et frais des conseils et représentants des parties, les coûts des services rendus par l'institution chargée de l'administration de l'arbitrage et tous autres frais découlant de la procédure arbitrale.

§ 7. Le tribunal arbitral peut condamner une partie au paiement d'une astreinte. Les articles 1385bis à octies sont d'application *mutatis mutandis*.

§ 8. Après que la sentence arbitrale a été rendue, un exemplaire est communiqué, conformément à l'article 1678, § 1^{er}, à chacune des parties par l'arbitre unique ou par le président du tribunal arbitral, qui s'assure que chaque partie reçoive en outre un original de la sentence si le mode de communication retenu conformément à l'article 1678, § 1^{er} n'a pas emporté remise d'un tel original. Il en dépose l'original au greffe du tribunal de première instance. Il informe les parties de ce dépôt.

§ 9. La sentence, a, dans les relations entre les parties, les mêmes effets qu'une décision d'un tribunal. ».

Art. 47. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1714 rédigé comme suit :

« Art. 1714. § 1^{er}. La procédure arbitrale est close par la signature de la sentence arbitrale qui épuise la juridiction du tribunal arbitral ou par une décision de clôture rendue par le tribunal arbitral conformément au § 2.

§ 2. Een arbitrale schikkingsuitspraak wordt gedaan overeenkomstig artikel 1713 en vermeldt dat zij een arbitrale uitspraak is. Dergelijke uitspraak heeft dezelfde juridische waarde en werking als iedere andere uitspraak ten gronde.

§ 3. De beslissing tot uitvoerbaarverklaring heeft geen gevolg voor zover het akkoord tussen partijen vernietigd is. ».

Art. 46. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1713 ingevoegd, luidende :

« Art. 1713. § 1. Het scheidsgerecht beslist definitief of alvorens recht te doen door een of meerdere uitspraken.

§ 2. De partijen kunnen de termijn bepalen waarin de uitspraak moet worden gedaan of de wijze waarop deze termijn zal worden vastgelegd en, in voorkomend geval, zal worden verlengd.

Indien zij dat niet deden en het scheidsgerecht talmt met zijn uitspraak en indien er zes maanden zijn verstreken sedert de laatste arbiter werd aangesteld, kan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg aan het scheidsgerecht een termijn opleggen overeenkomstig artikel 1680, § 3.

De opdracht van de arbiters eindigt van rechtswege wanneer het scheidsgerecht bij het verstrijken van de opgelegde termijn geen uitspraak heeft gedaan.

§ 3. De arbitrale uitspraak wordt schriftelijk gedaan en wordt ondertekend door de arbiter. Indien het scheidsgerecht uit meer dan een arbiter is samengesteld, volstaat de ondertekening door de meerderheid van de leden van het scheidsgerecht, op voorwaarde dat de reden voor het ontbreken van de anderen wordt vermeld.

§ 4. De arbitrale uitspraak moet met redenen omkleed worden.

§ 5. Naast de eigenlijke beslissing omvat de uitspraak de volgende vermeldingen :

- a) de namen en woonplaatsen van de arbiters;
- b) de namen en woonplaatsen van de partijen;
- c) het voorwerp van het geschil;
- d) de datum waarop de uitspraak is gedaan;
- e) de plaats van de arbitrage bepaald overeenkomstig artikel 1701, § 1, evenals de plaats waar de uitspraak is gedaan.

§ 6. De arbitrale uitspraak stelt de arbitragekosten vast en beslist wie van de partijen de kosten draagt of in welke verhouding de kosten tussen de partijen gedeeld worden. Tenzij de partijen anders overeenkomen, omvatten deze kosten de erelonen en kosten van de arbiters en de erelonen en kosten van de raadslieden en vertegenwoordigers van de partijen, de kosten voor de dienstverlening door de instelling belast met de opvolging van de arbitrage en alle andere kosten in verband met de arbitrageprocedure.

§ 7. Het scheidsgerecht kan een partij veroordelen tot de betaling van een dwangsom. De artikelen 1385bis tot octies zijn *mutatis mutandis* van toepassing.

§ 8. Nadat de arbitrale uitspraak gedaan is, wordt een exemplaar daarvan aan iedere partij meegedeeld door de enkele arbiter of de voorzitter van het scheidsgerecht overeenkomstig artikel 1678, § 1, die ervoor zorgt dat elke partij tevens een origineel van de uitspraak ontvangt indien de wijze van mededeling overeenkomstig artikel 1678, § 1 niet heeft geleid tot de afgifte van een origineel. Hij legt een origineel neer ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg. Hij brengt de partijen van die neerlegging op de hoogte.

§ 9. In de relaties tussen de partijen heeft de uitspraak dezelfde uitwerking als een rechterlijke beslissing. ».

Art. 47. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1714 ingevoegd, luidende :

« Art. 1714. § 1. De arbitrageprocedure eindigt door de ondertekening van de arbitrale uitspraak die de rechtsmacht van het scheidsgerecht uitput of door een arbitrale beslissing tot sluiting overeenkomstig § 2.

§ 2. Le tribunal arbitral ordonne la clôture de la procédure arbitrale lorsque :

- a) le demandeur se désiste de sa demande, à moins que le défendeur y fasse objection et que le tribunal arbitral reconnaisse qu'il a un intérêt légitime à ce que le différend soit définitivement réglé;
- b) les parties conviennent de clore la procédure.

§ 3. La mission du tribunal arbitral prend fin avec la clôture de la procédure arbitrale, la communication de la sentence et son dépôt, sous réserve des articles 1715 et 1717, § 6. ».

Art. 48. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1715 rédigé comme suit :

« Art. 1715. § 1^{er}. Dans le mois de la réception de la sentence conformément l'article 1678, § 1^{er}, à moins que les parties ne soient convenues d'un autre délai,

- a) une des parties peut, moyennant communication à l'autre, demander au tribunal arbitral de rectifier dans le texte de la sentence toute erreur de calcul, toute erreur matérielle ou typographique ou toute erreur de même nature;
- b) si les parties en sont convenues, une partie peut, moyennant communication à l'autre, demander au tribunal arbitral de donner une interprétation d'un point ou passage précis de la sentence.

Si le tribunal arbitral considère que la demande est fondée, il fait la rectification ou donne l'interprétation dans le mois qui suit la réception de la demande. L'interprétation fait partie intégrante de la sentence.

§ 2. Le tribunal arbitral peut, de son propre chef, rectifier toute erreur du type visé au § 1^{er}, a), dans le mois qui suit la date de la sentence.

§ 3. Sauf convention contraire des parties, l'une des parties peut, moyennant communication à l'autre, demander au tribunal arbitral, dans le mois qui suit la réception de la sentence conformément à l'article 1678, § 1^{er}, de rendre une sentence additionnelle sur des chefs de demande exposés au cours de la procédure arbitrale mais omis dans la sentence. S'il juge la demande fondée, le tribunal arbitral complète sa sentence dans les deux mois, même si les délais prévus à l'article 1713, § 2 sont expirés.

§ 4. Le tribunal arbitral peut prolonger, si besoin est, le délai dont il dispose pour rectifier, interpréter ou compléter la sentence en vertu du § 1^{er} ou § 3.

§ 5. L'article 1713 s'applique à la rectification ou l'interprétation de la sentence ou à la sentence additionnelle.

§ 6. Lorsque les mêmes arbitres ne peuvent plus être réunis, la demande d'interprétation, de rectification ou de compléter la sentence arbitrale doit être portée devant le tribunal de première instance.

§ 7. Lorsque le tribunal de première instance renvoie une sentence arbitrale en vertu de l'article 1717, § 6, l'article 1713 et le présent article sont applicables *mutatis mutandis* à la sentence rendue conformément à la décision de renvoi. ».

Art. 49. Dans la même partie du même Code, il est inséré un chapitre VII intitulé « Chapitre VII. Recours contre la sentence arbitrale ».

Art. 50. Dans le chapitre VII inséré par l'article 49, il est inséré un article 1716 rédigé comme suit :

« Art. 1716. Il ne peut être interjeté appel contre une sentence arbitrale que si les parties ont prévu cette possibilité dans la convention d'arbitrage. Sauf stipulation contraire, le délai pour interjeter appel est d'un mois à partir de la communication de la sentence, conformément à l'article 1678, § 1^{er}. ».

Art. 51. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1717 rédigé comme suit :

« Art. 1717. § 1^{er}. La demande d'annulation n'est recevable que si la sentence ne peut plus être attaquée devant les arbitres.

§ 2. La sentence arbitrale ne peut être attaquée que devant le tribunal de première instance, par voie de citation, et elle ne peut être annulée que dans les cas énumérés au présent article.

§ 3. La sentence arbitrale ne peut être annulée que si :

- a) la partie en faisant la demande apporte la preuve :
 - i) qu'une partie à la convention d'arbitrage visée à l'article 1681 était frappée d'une incapacité; ou que ladite convention n'est

§ 2. Het scheidsgerecht beveelt de sluiting van de arbitrageprocedure wanneer :

- a) de eiser afstand doet van zijn vordering, tenzij de verweerder daartegen bezwaar maakt en het scheidsgerecht erkent dat de verweerder een gerechtvaardigd belang heeft om het geschil definitief te doen beslechten;
- b) de partijen overeenkomen om de procedure af te sluiten.

§ 3. De opdracht van het scheidsgerecht eindigt met de sluiting van de arbitrageprocedure, de mededeling van de uitspraak en de neerlegging ervan, onder voorbehoud van de artikelen 1715 en 1717, § 6. ».

Art. 48. In hetzelfde hoofdstuk, wordt een artikel 1715 ingevoegd, luidende :

« Art. 1715. § 1. Binnen een maand na ontvangst van de uitspraak overeenkomstig artikel 1678, § 1, tenzij de partijen een andere termijn overeem kwamen :

- a) kan een van de partijen, mits mededeling aan de andere, van het scheidsgerecht vorderen om in de tekst van de uitspraak elke rekenfout, materiële vergissing, schrijffout of andere dergelijke fout te verbeteren;
- b) kan een partij, wanneer de partijen zulks zijn overeengekomen en mits mededeling aan de andere partijen, vorderen dat het scheidsgerecht een bepaald punt of specifieke passage van de uitspraak interpreteert.

Vindt het scheidsgerecht deze vordering gegrond, dan doet het de verbetering of geeft het de interpretatie binnen een maand na ontvangst van de vordering. De interpretatie maakt integraal deel uit van de uitspraak.

§ 2. Het scheidsgerecht kan uit eigen beweging elke fout bedoeld in § 1, a), binnen een maand na de datum van de uitspraak verbeteren.

§ 3. Tenzij de partijen anders zijn overeengekomen, kan een partij, mits mededeling aan de andere partij, binnen een maand na ontvangst van de uitspraak overeenkomstig artikel 1678, § 1, vorderen dat het scheidsgerecht een aanvullende uitspraak doet over de deelvorderingen die in de arbitrageprocedure werden ingediend maar waarover het scheidsgerecht naliet zich uit te spreken. Indien het scheidsgerecht het verzoek gegrond vindt, vult het binnen twee maanden zijn uitspraak aan, zelfs wanneer de in artikel 1713, § 2 bepaalde termijnen zijn verstreken.

§ 4. Het scheidsgerecht kan indien nodig de termijn verlengen waarover het krachtens § 1 of § 3 beschikt om de arbitrale uitspraak te verbeteren, te interpreteren of om aanvullend uitspraak te doen.

§ 5. Artikel 1713 is van toepassing op de verbetering of de interpretatie van de arbitrale uitspraak of op de aanvullende uitspraak.

§ 6. Wanneer dezelfde arbiters niet meer kunnen samenkomen, moet de vordering tot interpretatie, tot verbetering of tot aanvulling van de arbitrale uitspraak gebracht worden voor de rechtbank van eerste aanleg.

§ 7. Wanneer de rechtbank van eerste aanleg een arbitrale uitspraak krachtens artikel 1717, § 6, terugverwijst, zijn artikel 1713 en dit artikel *mutatis mutandis* van toepassing op de uitspraak die op basis van deze terugverwijzing wordt gedaan. ».

Art. 49. In hetzelfde deel van hetzelfde Wetboek, wordt een hoofdstuk VII ingevoegd, luidende « Hoofdstuk VII. Rechtsmiddelen tegen de arbitrale uitspraak ».

Art. 50. In het hoofdstuk VII, ingevoegd bij artikel 49, wordt een artikel 1716 ingevoegd, luidende :

« Art. 1716. Tegen een arbitrale uitspraak kan alleen hoger beroep worden ingesteld, indien de partijen deze mogelijkheid hebben voorzien in de arbitrageovereenkomst. Tenzij anders werd bedongen, is de termijn om hoger beroep in te stellen een maand vanaf de mededeling van de arbitrale uitspraak overeenkomstig artikel 1678, § 1. ».

Art. 51. n hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1717 ingevoegd, luidende :

« Art. 1717. § 1. Een vordering tot vernietiging is enkel ontvankelijk wanneer de uitspraak niet meer voor de arbiters kan worden aangevochten.

§ 2. Een arbitrale uitspraak kan slechts worden bestreden voor de rechtbank van eerste aanleg, na dagvaarding, en zij kan slechts worden vernietigd in de in dit artikel genoemde gevallen.

§ 3. De arbitrale uitspraak kan slechts worden vernietigd indien :

- a) de partij die de vordering instelt, het bewijs levert :
 - i) dat een partij bij de in artikel 1681 bedoelde arbitrageovereenkomst onbekwaam was; of dat deze overeenkomst niet

pas valable en vertu du droit auquel les parties l'ont soumise ou, à défaut d'une indication à cet égard, en vertu du droit belge; ou

- ii) qu'elle n'a pas été dûment informée de la désignation d'un arbitre ou de la procédure arbitrale, ou qu'il lui a été impossible pour une autre raison de faire valoir ses droits; dans ce cas, il ne peut toutefois y avoir annulation s'il est établi que l'irrégularité n'a pas eu d'incidence sur la sentence arbitrale; ou
- iii) que la sentence porte sur un différend non visé ou n'entrant pas dans les prévisions de la convention d'arbitrage, ou qu'elle contient des décisions qui dépassent les termes de la convention d'arbitrage, étant entendu toutefois que, si les dispositions de la sentence qui ont trait à des questions soumises à l'arbitrage peuvent être dissociées de celles qui ont trait à des questions non soumises à l'arbitrage, seule la partie de la sentence contenant des décisions sur les questions non soumise à l'arbitrage pourra être annulée; ou
- iv) que la sentence n'est pas motivée; ou
- v) que la constitution du tribunal arbitral, ou la procédure arbitrale, n'a pas été conforme à la convention des parties, à condition que cette convention ne soit pas contraire à une disposition de la sixième partie du présent Code à laquelle les parties ne peuvent déroger, ou, à défaut d'une telle convention, qu'elle n'a pas été conforme à la sixième partie du présent Code; à l'exception de l'irrégularité touchant à la constitution du tribunal arbitral, ces irrégularités ne peuvent toutefois donner lieu à annulation de la sentence arbitrale s'il est établi qu'elles n'ont pas eu d'incidence sur la sentence; ou

vi) que le tribunal arbitral a excédé ses pouvoirs; ou

b) le tribunal de première instance constate :

- i) que l'objet du différend n'est pas susceptible d'être réglé par voie d'arbitrage; ou
- ii) que la sentence est contraire à l'ordre public; ou
- iii) que la sentence a été obtenue par fraude.

§ 4. Hormis dans le cas visé à l'article 1690, § 4, alinéa 1^{er}, une demande d'annulation ne peut être présentée après l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle la partie introduisant cette demande a reçu communication de la sentence conformément à l'article 1678, § 1^{er}, a), ou, si une demande a été introduite en vertu de l'article 1715, à compter de la date à laquelle la partie introduisant la demande d'annulation a reçu communication de la décision du tribunal arbitral sur la demande introduite en vertu de l'article 1715, conformément à l'article 1678, § 1^{er}, a).

§ 5. Ne sont pas retenues comme causes d'annulation de la sentence arbitrale les cas prévus au § 2, a), i., ii., iii. et v., lorsque la partie qui s'en prévaut en a eu connaissance au cours de la procédure arbitrale et ne les a pas alors invoqués.

§ 6. Lorsqu'il lui est demandé d'annuler une sentence arbitrale le tribunal de première instance peut, le cas échéant et à la demande d'une partie, suspendre la procédure d'annulation pendant une période dont il fixe la durée afin de donner au tribunal arbitral la possibilité de reprendre la procédure arbitrale ou de prendre toute autre mesure que ce dernier juge susceptible d'éliminer les motifs d'annulation. ».

Art. 52. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1718 rédigé comme suit :

« Art. 1718. Les parties peuvent, par une déclaration expresse dans la convention d'arbitrage ou par une convention ultérieure, exclure tout recours en annulation d'une sentence arbitrale lorsqu'aucune d'elles n'est soit une personne physique ayant la nationalité belge ou son domicile ou sa résidence habituelle en Belgique, soit une personne morale ayant en Belgique, son siège statutaire, son principal établissement ou une succursale. ».

Art. 53. Dans la même partie du même Code, il est inséré un chapitre VIII intitulé « Chapitre VIII. Reconnaissance et exécution des sentences arbitrales ».

geldig was volgens het recht waaraan de partijen haar onderworpen hebben of, indien een rechtskeuze ontbreekt, volgens Belgisch recht; of

- ii) dat haar niet behoorlijk mededeling werd gedaan van de aanstelling van een arbiter of van de arbitrageprocedure, of dat zij om andere redenen haar rechten onmogelijk kon verdedigen; in dit geval kan er evenwel geen vernietiging zijn indien vastgesteld wordt dat de onregelmatigheid geen invloed had op de arbitrale uitspraak; of
- iii) dat de uitspraak betrekking heeft op een geschil dat niet beoogd werd door de termen van de arbitrageovereenkomst of er niet binnen valt, of dat de uitspraak beslissingen bevat die de termen van de arbitrageovereenkomst te buiten gaan, met dien verstande evenwel dat, indien de beslissingen betreffende vragen die aan arbitrage zijn onderworpen, gescheiden kunnen worden van de beslissingen betreffende vragen die er niet aan onderworpen zijn, enkel het gedeelte met de beslissingen over vragen die niet aan arbitrage onderworpen zijn, kan vernietigd worden; of
- iv) dat de uitspraak niet met redenen omkleed is; of

v) dat de samenstelling van het scheidsgerecht of de arbitrageprocedure niet in overeenstemming was met de overeenkomst van de partijen, voor zover de overeenkomst niet in strijd was met een bepaling van het zesde deel van dit Wetboek waarvan de partijen niet kunnen afwijken, of, bij afwezigheid van overeenkomst daaromtrent, voor zover zij niet in overeenstemming was met het zesde deel van dit Wetboek; deze onregelmatigheden kunnen niet leiden tot vernietiging van de arbitrale uitspraak, als blijkt dat zij op de uitspraak geen invloed hadden, behalve voor wat betreft een onregelmatigheid inzake de samenstelling van het scheidsgerecht; of

vi) dat het scheidsgerecht zijn bevoegdheden heeft overschreden; of

b) de rechtbank van eerste aanleg vaststelt :

- i) dat het voorwerp van het geschil niet vatbaar is voor arbitrage; of
- ii) dat de uitspraak in strijd is met de openbare orde; of
- iii) dat de uitspraak is verkregen door bedrog.

§ 4. Behalve in het in artikel 1690, § 4, eerste lid, bedoelde geval, kan een vordering tot vernietiging niet worden ingesteld na verloop van een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de datum waarop de partij die deze vordering instelt, mededeling ontving van de uitspraak overeenkomstig artikel 1678, § 1, a), of, wanneer een vordering werd ingesteld krachtens artikel 1715, te rekenen vanaf de datum waarop de partij die de vordering tot nietigverklaring instelt, overeenkomstig artikel 1678, § 1, a), mededeling heeft ontvangen van de beslissing van het scheidsgerecht over de vordering ingesteld krachtens artikel 1715.

§ 5. De in § 2, a), i., ii., iii. en v., bedoelde gevallen worden niet als grond tot vernietiging van de arbitrale uitspraak weerhouden, indien de partij die ze aanvoert, daarvan kennis heeft gekregen tijdens de arbitrageprocedure en er zich toen niet heeft op beroepen.

§ 6. De rechtbank van eerste aanleg kan, wanneer zij een vordering tot vernietiging van een arbitrale uitspraak krijgt, desgevallend, op vordering van een partij, de vernietigingsprocedure opschorten gedurende een door haar bepaalde termijn om aan het scheidsgerecht de mogelijkheid te geven de arbitrageprocedure te hervatten of iedere andere maatregel te nemen die het van aard acht om de gronden van vernietiging weg te werken. ».

Art. 52. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1718 ingevoegd, luidende :

« Art. 1718. De partijen kunnen door een uitdrukkelijke verklaring in de arbitrageovereenkomst of door een latere overeenkomst, elke vordering tot vernietiging van een arbitrale uitspraak uitsluiten, wanneer geen van hen een natuurlijke persoon met de Belgische nationaliteit of met woonplaats of gewone verblijfplaats in België is of een rechtspersoon die haar statutaire zetel, voornaamste vestiging of een bijkantoor in België heeft. ».

Art. 53. In hetzelfde deel van hetzelfde Wetboek, wordt een hoofdstuk VIII ingevoegd, luidende « Hoofdstuk VIII. Erkenning en uitvoerbaarverklaring van de arbitrale uitspraken ».

Art. 54. Dans le chapitre VIII inséré par l'article 53, il est inséré un article 1719 rédigé comme suit :

« Art. 1719. § 1^{er}. La sentence arbitrale, rendue en Belgique ou à l'étranger, ne peut faire l'objet d'une exécution forcée qu'après avoir été revêtue de la formule exécutoire, entièrement ou partiellement, par le tribunal de première instance conformément à la procédure visée à l'article 1720.

§ 2. Le tribunal de première instance ne peut revêtir la sentence de la formule exécutoire que si la sentence ne peut plus être attaquée devant les arbitres ou si les arbitres en ont ordonné l'exécution provisoire nonobstant appel. ».

Art. 55. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1720 rédigé comme suit :

« Art. 1720. § 1^{er}. Le tribunal de première instance est compétent pour connaître d'une demande concernant la reconnaissance et l'exécution d'une sentence arbitrale rendue en Belgique ou à l'étranger.

§ 2. Le tribunal territorialement compétent est le tribunal de première instance du siège de la cour d'appel dans le ressort duquel la personne contre laquelle la déclaration exécutoire est demandée a son domicile et, à défaut de domicile, sa résidence habituelle où, le cas échéant, son siège social, ou à défaut, son établissement ou sa succursale. Si cette personne n'a ni domicile, ni résidence habituelle, ni siège social ni établissement ou succursale en Belgique, la demande est portée devant le tribunal de première instance du siège de la cour d'appel de l'arrondissement dans lequel la sentence doit être exécutée.

§ 3. La demande est introduite et instruite sur requête unilatérale.

Le requérant doit faire élection de domicile dans le ressort du tribunal.

§ 4. Le requérant doit fournir l'original de la sentence arbitrale ou une copie certifiée conforme ainsi que l'original de la convention d'arbitrage ou une copie certifiée conforme.

§ 5. La sentence ne peut être reconnue ou déclarée exécutoire que si elle ne contrevient pas aux conditions de l'article 1721. ».

Art. 56. Dans le même chapitre, il est inséré un article 1721 rédigé comme suit :

« Art. 1721. § 1^{er}. Le tribunal de première instance ne refuse la reconnaissance et la déclaration exécutoire d'une sentence arbitrale, quel que soit le pays où elle a été rendue, que dans les circonstances suivantes :

- a) à la demande de la partie contre laquelle elle est invoquée, si cette dite partie apporte la preuve :
 - i) qu'une partie à la convention d'arbitrage visée à l'article 1681 était frappée d'une incapacité; ou que ladite convention n'est pas valable en vertu de la loi à laquelle les parties l'ont subordonnée ou, à défaut de choix exercé, en vertu de la loi du pays où la sentence a été rendue; ou
 - ii) que la partie contre laquelle la sentence est invoquée n'a pas été dûment informée de la désignation d'un arbitre ou de la procédure arbitrale, ou qu'il lui a été impossible pour une autre raison de faire valoir ses droits; dans ces cas, il ne peut toutefois y avoir refus de reconnaissance ou de déclaration exécutoire de la sentence arbitrale s'il est établi que l'irrégularité n'a pas eu une incidence sur la sentence arbitrale; ou
 - iii) que la sentence porte sur un différend non visé ou n'entrant pas dans les termes de la convention d'arbitrage, ou qu'elle contient des décisions qui dépassent les termes de la convention d'arbitrage, étant entendu toutefois que, si les dispositions de la sentence qui ont trait à des questions soumises à l'arbitrage peuvent être dissociées de celles qui ont trait à des questions non soumises à l'arbitrage, seule la partie de la sentence contenant des décisions sur les questions soumises à l'arbitrage pourra être reconnue et exécutée; ou
 - iv) que la sentence n'est pas motivée alors qu'une telle motivation est prescrite par les règles de droit applicables à la procédure arbitrale dans le cadre de laquelle la sentence a été prononcée; ou
 - v) que la constitution du tribunal arbitral, ou la procédure arbitrale, n'a pas été conforme à la convention des parties ou, à défaut d'une telle convention, à la loi du pays où l'arbitrage

Art. 54. In het hoofdstuk VIII, ingevoegd bij artikel 53, wordt een artikel 1719 ingevoegd, luidende :

« Art. 1719. § 1. De gedwongen uitvoering van een arbitrale uitspraak, gedaan in België of in het buitenland, gebeurt slechts nadat zij, geheel of gedeeltelijk, is uitvoerbaar verklaard door de rechtbank van eerste aanleg overeenkomstig de in artikel 1720 bedoelde procedure.

§ 2. De rechtbank van eerste aanleg kan de uitvoerbaarverklaring slechts verlenen, indien de uitspraak niet meer voor de arbiters kan worden bestreden of door hen uitvoerbaar bij voorraad niettegenstaande hoger beroep werd verklaard. ».

Art. 55. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1720 ingevoegd, luidende :

« Art. 1720. § 1. De rechtbank van eerste aanleg is bevoegd om kennis te nemen van een vordering inzake erkenning en uitvoerbaarverklaring van een in België of in het buitenland gedane arbitrale uitspraak.

§ 2. De territoriaal bevoegde rechtbank is de rechtbank van eerste aanleg in het rechtsgebied van het hof van beroep waarin de persoon tegen wie de uitvoerbaarverklaring wordt gevorderd zijn woonplaats of, bij afwezigheid daarvan, zijn gewone verblijfplaats, of, in voorkomend geval, zijn maatschappelijke zetel of bij afwezigheid daarvan, zijn vestigingsplaats of zijn bijkantoor heeft. Indien die persoon in België geen woonplaats of gewone verblijfplaats, geen zetel of vestigingsplaats of bijkantoor heeft, wordt de vordering gebracht voor de rechtbank van eerste aanleg van de zetel van het hof van beroep waarin het arrondissement ligt waar de uitspraak moet worden uitgevoerd.

§ 3. De vordering wordt ingesteld en behandeld op eenzijdig verzoekschrift.

De verzoeker moet woonplaats kiezen in het rechtsgebied van de rechtbank.

§ 4. De verzoeker moet het origineel van de arbitrale uitspraak of een eensluidend verklaarde kopie ervan evenals het origineel van de arbitrageovereenkomst of een eensluidend verklaarde kopie ervan voorleggen.

§ 5. De arbitrale uitspraak mag alleen erkend of uitvoerbaar verklaard worden indien zij de in artikel 1721 gestelde voorwaarden niet schendt. ».

Art. 56. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1721 ingevoegd, luidende :

« Art. 1721. § 1. De rechtbank van eerste aanleg weigert slechts de erkenning en uitvoerbaarverklaring van een arbitrale uitspraak, ongeacht het land waarin zij werd gedaan, in de volgende omstandigheden :

- a) op vordering van de partij tegen wie zij werd ingeroepen, wanneer die partij het bewijs levert :
 - i) dat een partij bij de in artikel 1681 bedoelde arbitrageovereenkomst onbekwaam was; of dat deze overeenkomst niet geldig is krachtens de wet waaraan de partijen ze onderworpen hebben of, bij afwezigheid van rechtskeuze, krachtens het recht van het land waar de uitspraak is gedaan; of
 - ii) dat aan de partij tegen wie de uitspraak wordt ingeroepen geen behoorlijke mededeling werd gedaan van de aanstelling van een arbiter of van de arbitrageprocedure, of dat zij om een andere reden haar rechten onmogelijk kon verdedigen; in deze gevallen kan de erkenning of uitvoerbaarverklaring van de arbitrale uitspraak evenwel niet geweigerd worden, wanneer vastgesteld wordt dat de onregelmatigheid geen invloed heeft op de arbitrale uitspraak; of
 - iii) dat de uitspraak betrekking heeft op een geschil dat niet beoogd werd door de termen van de arbitrageovereenkomst of er niet onder valt, of dat de uitspraak beslissingen bevat die de termen van de arbitrageovereenkomst te buiten gaan, met dien verstande evenwel dat, indien de beslissingen betreffende vragen die aan arbitrage zijn onderworpen, gescheiden kunnen worden van de beslissingen betreffende vragen die er niet aan onderworpen zijn, enkel het gedeelte van de de beslissingen over vragen die aan arbitrage onderworpen zijn, kan erkend en uitvoerbaar verklaard worden; of
 - iv) dat de uitspraak niet met redenen omkleed is terwijl een dergelijke motivering voorgeschreven wordt door de rechtsregels die van toepassing zijn op de arbitrageprocedure in het kader waarvan de uitspraak gedaan is; of
 - v) dat de samenstelling van het scheidsgerecht of de arbitrageprocedure niet in overeenstemming was met de overeenkomst van de partijen, of, bij afwezigheid van overeenkomst

a eu lieu; à l'exception de l'irrégularité touchant à la constitution du tribunal arbitral, ces irrégularités ne peuvent toutefois donner lieu à refus de reconnaissance ou de déclaration exécutoire de la sentence arbitrale s'il est établi qu'elles n'ont pas eu d'incidence sur la sentence; ou

vi) que la sentence n'est pas encore devenue obligatoire pour les parties, ou a été annulée ou suspendue par un tribunal du pays dans lequel ou en vertu de la loi duquel elle a été rendue;

vii) que le tribunal arbitral a excédé ses pouvoirs;

ou

b) si le tribunal de première instance constate :

i) que l'objet du différend n'est pas susceptible d'être réglé par arbitrage; ou

ii) que la reconnaissance ou l'exécution de la sentence serait contraire à l'ordre public.

§ 2. Le tribunal de première instance surseoit de plein droit à la demande tant qu'il n'est pas produit à l'appui de la requête une sentence arbitrale écrite et signée par les arbitres conformément à l'article 1713, § 3.

§ 3. Lorsqu'il y a lieu à application d'un traité entre la Belgique et le pays où la sentence a été rendue, le traité prévaut. »

Art. 57. Dans la même partie du même Code, il est inséré un chapitre IX intitulé « Chapitre IX. Prescription ».

Art. 58. Dans le chapitre IX inséré par l'article 57, il est inséré un article 1722 rédigé comme suit :

« Art. 1722. La condamnation prononcée par une sentence arbitrale se prescrit par dix années révolues, à compter de la date où la sentence arbitrale a été communiquée. » .

CHAPITRE 3. — *Disposition transitoire*

Art. 59. La présente loi s'applique aux arbitrages qui commencent conformément à l'article 34 après la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

La sixième partie du Code judiciaire, telle qu'elle était rédigée avant l'entrée en vigueur de la présente loi, reste d'application aux arbitrages qui ont commencé avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

La présente loi s'applique aux actions qui sont portées devant le juge, pour autant qu'elles concernent un arbitrage visé à l'alinéa 1^{er}.

La sixième partie du Code judiciaire, telle qu'elle était rédigée avant l'entrée en vigueur de la présente loi, reste d'application aux actions pendantes ou introduites devant le juge relativement à un arbitrage visé à l'alinéa 2.

CHAPITRE 4. — *Entrée en vigueur*

Art. 60. La présente loi entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 24 juin 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

—————
Note

(1) Voir :

Documents de la Chambre des représentants :

53-2743 -2012/2013 :

No 1 : Projet de loi.

No 2 : Amendement.

No 3 : Rapport.

No 4 : Texte corrigé par la commission.

daaromtrent, met het recht van het land waar de arbitrage heeft plaatsgevonden; deze onregelmatigheden kunnen niet leiden tot weigering van erkenning of uitvoerbaarverklaring van de arbitrale uitspraak, als blijkt dat zij op de uitspraak geen invloed hadden, behalve voor wat betreft een onregelmatigheid inzake de samenstelling van het scheidsrecht; of

vi) dat de uitspraak nog niet bindend is geworden voor de partijen of vernietigd of opgeschort werd door een rechtbank van het land waarin of krachtens welk recht zij gedaan werd

vii) dat het scheidsrecht zijn bevoegdheden heeft overschreden;

of

b) indien de rechtbank van eerste aanleg vaststelt :

i) dat het voorwerp van het geschil niet vatbaar is voor arbitrage; of

ii) dat de erkenning of uitvoerbaarverklaring van de uitspraak in strijd zou zijn met de openbare orde.

§ 2. De rechtbank van eerste aanleg stelt zijn beslissing over de vordering van rechtswege uit zolang er overeenkomstig artikel 1713, § 3, tot staving van het verzoekschrift geen schriftelijke en door de arbiters ondertekende arbitrale uitspraak neergelegd wordt.

§ 3. Wanneer er een verdrag bestaat tussen België en het land waar de arbitrale uitspraak is gedaan, primeert het verdrag. »

Art. 57. In hetzelfde deel van hetzelfde Wetboek, wordt een hoofdstuk IX ingevoegd, luidende « Hoofdstuk IX. Verjaring ».

Art. 58. In het hoofdstuk IX, ingevoegd bij artikel 57, wordt een artikel 1722 ingevoegd, luidende :

« Art. 1722. De veroordeling uitgesproken door een arbitrale uitspraak verjaart na verloop van tien jaar te rekenen vanaf de datum waarop mededeling is gedaan van de arbitrale uitspraak. ».

HOOFDSTUK 3. — *Overgangsbepaling*

Art. 59. Deze wet is van toepassing op arbitrages die aanvangen overeenkomstig artikel 34 na de datum van inwerkingtreding van deze wet.

Het zesde deel van het Gerechtelijk Wetboek zoals het voor de inwerkingtreding van deze wet luidde, blijft van toepassing op de arbitrages die waren aangevangen voor de datum van inwerkingtreding van deze wet.

Deze wet is van toepassing op de vorderingen die bij de rechter aanhangig worden gemaakt voor zover het arbitrages betreft als bedoeld in het eerste lid.

Het zesde deel van het Gerechtelijk Wetboek zoals het voor de inwerkingtreding van deze wet luidde, blijft van toepassing op de vorderingen die bij de rechter aanhangig zijn of worden gemaakt voor zover het arbitrages betreft als bedoeld in het tweede lid.

HOOFDSTUK 4. — *Inwerkingtreding*

Art. 60. Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de derde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekled en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 24 juni 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

—————
Nota

(1) Zie :

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

53-2743 -2012/2013 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Amendement.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Tekst verbeterd door de commissie.

No 5 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 16 mai 2013.

Documents du Sénat :

5-2089 -2012/2013

No 1 : Projet non évoqué par le Sénat.

Nr. 5 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 16 mei 2013.

Stukken van de Senaat :

5-2089 -2012/2013

Nr. 1 : Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2013/35618]

21 JUNI 2013. — Décret betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van belastingen Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 26 juni 2013, vanaf blz. 40587, werd het « Décret betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van belastingen » gepubliceerd.

In de Nederlandse tekst werden een aantal woorden foutief aan elkaar geschreven.

Hieronder een lijst van de fouten met daarbij de juiste schrijfwijze :

— Art. 5, 6° :	'centraalverbindingsbureau'	<i>moet zijn</i>	'centraal verbindingsbureau'
— Art. 15, §1, 2° :	'kunnenzijn'	<i>moet zijn</i>	'kunnen zijn'
— Art. 15, §2 :	'Op grondvan'	<i>moet zijn</i>	'Op grond van'
— Art. 17, 3 ^e alinea, voorlaatste lijn :	'langs elektronischeweg'	<i>moet zijn</i>	'langs elektronische weg'
— Art. 23, 1 ^e lijn :	'Alvorensom'	<i>moet zijn</i>	'Alvorens om'
— Art. 29, 2 ^e lijn :	'door de aangezocht een de verzoekende autoriteit'	<i>moet zijn</i>	'door de aangezochte en de verzoekende autoriteit'
— Art. 32, § 5 :	'De inlichtingen waaroverde administratie'	<i>moet zijn</i>	'De inlichtingen waarover de administratie'

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2013/35618]

21 JUIN 2013. — Décret relatif à la coopération administrative dans le domaine fiscal Erratum

Au *Moniteur belge* du 26 juin 2013, à partir de la page 40587, a été publié le « Décret relatif à la coopération administrative dans le domaine fiscal ».

Dans la version néerlandaise un certain nombre de mots ont été fautivement liés en ce qui concerne l'orthographe.

La liste ci-dessous reprend les erreurs ainsi que l'orthographe correcte :

— Art. 5, 6° :	'centraalverbindingsbureau'	<i>doit être lu comme</i>	'centraal verbindingsbureau'
— Art. 15, § 1 ^{er} , 2° :	'kunnenzijn'	<i>doit être lu comme</i>	'kunnen zijn'
— Art. 15, § 2 :	'Op grondvan'	<i>doit être lu comme</i>	'Op grond van'
— Art. 17, 3 ^e alinéa, avant-dernière ligne :	'langs elektronischeweg'	<i>doit être lu comme</i>	'langs elektronische weg'
— Art. 23, 1 ^{re} ligne :	'Alvorensom'	<i>doit être lu comme</i>	'Alvorens om'
— Art. 29, 2 ^e ligne :	'door de aangezocht een de verzoekende autoriteit'	<i>doit être lu comme</i>	'door de aangezochte en de verzoekende autoriteit'
— Art. 32, § 5 :	'De inlichtingen waaroverde administratie'	<i>doit être lu comme</i>	'De inlichtingen waarover de administratie'